

**Directeurs-Gérants :**  
**F. DE RODAYS** & **A. PÉRIER**  
 Rédacteur en chef. Administrateur.  
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :  
**Gaston CALMETTE**  
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction  
 102.47 Administration  
 ANNONCES ET RÉCLAMES  
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

# LE FIGARO

**H. DE VILLEMESANT**  
 Fondateur  
 RÉDACTION  
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ  
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS  
 ABONNEMENT  
 Trois Mois 15 30 60  
 Six Mois 28 56 112  
 Un An 52 104 208  
 Seine, Seine-et-Oise, 15 30 60  
 Départements, 18 36 72  
 Union Postale, 21 42 84  
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

## La Vraie Joséphine

Avec *Plus que Reine*, la première femme de l'Empereur vient de paraître sur la scène. C'était inévitable : si le théâtre précède rarement les mouvements d'opinion, il les suit toujours, pour en profiter, et, à cette heure, la littérature napoléonienne bat son plein. Il est même surprenant que Joséphine n'ait pas eu plus tôt son tour, car son existence est un drame tout fait, avec le mélange de tragique et de comique qui est la loi du genre, avec péripéties, contrastes, exaltations et catastrophes, tous les ingrédients de la cuisine dramatique.

Le théâtre ne nous doit pas la vérité, mais l'intérêt. Il ne nous offre donc, à la Porte-Saint-Martin, que la Joséphine conventionnelle. Le tout est qu'elle soit attachante. En revanche, pour connaître la vraie, et la connaître à fond, nous n'avons qu'à ouvrir les deux derniers livres de Frédéric Masson : *Joséphine de Beauharnais* et *Joséphine impératrice et reine*. L'enquête qu'il poursuit sur Napoléon et sa famille est un très beau spécimen de cette littérature historique qui, dans notre siècle, a produit en quantité les œuvres de haute valeur. L'information de l'auteur est immense et son scrupule infini ; il a la passion de la vérité complète et il la dit en toute franchise.

J'avais d'abord deux griefs contre sa méthode : il n'indiquait jamais ses sources et il imitait le style des Goncourt. C'était trop de modestie, car il aurait pu étaler en notes autant de références que Taine ou Houshaye et, tandis que le style des Goncourt, original dans le roman, est bien fatigant dans l'histoire, avec sa trépidation et son papillonnage, le sien, lorsqu'il se dégage de cette fâcheuse influence, a ses mérites propres d'énergie et de couleur. Or, il annonce que, dans son dernier volume, il donnera l'indication de ses sources, et plus il avance, plus il se dégage du goncourisme.

Tout compte fait, on sent qu'il dit vrai, en attendant qu'il le prouve. Sur une période et des personnages que la légende et l'adulation avaient profondément dénaturés, il nous permet enfin un jugement éclairé et libre.

\*\*\*

L'histoire de Joséphine était comme entourée d'un nuage et couronnée d'un nimbe. De son caractère et de son existence, la légende retenait juste assez pour justifier le mot par lequel, à Sainte-Hélène, moitié reconnaissance, moitié indulgence, Napoléon I<sup>er</sup> l'avait définie : c'était « la bonne Joséphine ». Sous Napoléon III, son petit-fils, le mot d'ordre avait été d'amplifier cette légende et de montrer, dans la première femme de l'Empereur, comme un bon génie. Elle l'aurait rendu pleinement heureux et lui aurait porté bonheur. Irréprochable et résignée, elle aurait emporté après le divorce, dans sa retraite de la Malmaison, un trésor d'irréparable tendresse et comme un talisman qui préservait du malheur. Plus encore que l'expédition de Russie, ce divorce aurait été la grande faute de Napoléon, un acte d'ingratitude et de barbarie.

Le second Empire tombé, à mesure que la curiosité sur le premier se faisait plus exigeante, nuage et nimbe se dissipaient. Les écrits du temps remis en lumière et la publication de nouveaux documents découvraient la vraie Joséphine. C'est ici même, dans ce journal, que M. Frédéric Masson, avec son *Napoléon et les Femmes*, largement les voiles et, derrière l'idole, montrait la femme vraie, par le détail de ses actes et l'analyse de son caractère.

Ces actes et ce caractère n'étaient pas beaux. Créole indolente et sensuelle, démunie de principes par l'éducation et les mœurs de son temps, surprise sans défense par le bouleversement révolutionnaire, coquette et besogneuse, elle était devenue la maîtresse de Barras. Le hasard l'avait mise sur la route de Bonaparte et, par sa beauté mûrissante, sa grâce et son charme, ses manières d'ancien régime, elle avait inspiré une vive passion au jeune général, dont l'origine, l'âge et l'inexpérience faisaient une proie facile pour une telle séduction. Il l'avait épousée sans rien savoir de sa vie antérieure ; il l'avait aimée de tout son cœur et de tous ses sens. Elle n'avait vu dans ce mariage qu'un établissement et n'avait en rien partagé les sentiments qu'elle inspirait, gardant avec Barras des rapports de bonne amitié, ou même d'avant-garde, s'il faut en croire ce cynique indiscret.

Tandis que Bonaparte commençait une épopée en Italie et dévoilait brusquement le plus complet génie que le genre humain ait connu, elle reste froide. Elle continue à s'aimer qu'elle-même et à chercher son plaisir. Elle choisit très bas et prend comme amant un M. Charles, petit officier bellâtre et sot. Bonaparte revient et il faut bien quitter le Charles, mais elle le reprend pendant l'expédition d'Égypte, avec un tel scandale que Bonaparte apprend tout et revient décidé à la rupture.

Mais, comme on dit, il a « dans le sang » ; il subit encore l'attrait physique et moral de la femme : il pardonne et, l'élevant avec lui, d'abord au Consulat, puis à l'Empire, il la gardera jusqu'au jour où la raison d'État, plus forte que ses souvenirs de jeunesse et de passion, que les comédies de sentiment et les larmes, la fera répudier.

Dès lors, Joséphine vit à la Malmaison, comblée par l'Empereur, qui lui conserve une vive affection et la visite

souvent. Lorsque arrive l'écrasement de 1814, elle couronne une vie d'insouciance morale par un acte inouï. Tandis que Napoléon vaincu abdique et part pour l'île d'Elbe, elle reçoit avec empressement à la Malmaison Alexandre vainqueur, se montre flattée de ses hommages et le traite en ami. La mort coupe court à ce scandale : Joséphine succombe à une fluxion de poitrine contractée pendant une promenade avec l'Empereur de Russie aux étangs de Saint-Cucupha. Et c'est la garde impériale russe, qui, ses armes encore rouges de sang français, lui rend les honneurs funébres.

\*\*\*

Entre temps, du mariage à la mort, celle qui a dû au destin la prodigieuse fortune d'être la femme de Napoléon, est restée exactement — sauf la contrainte de son penchant pour les Barras et les Charles — la jolie créature de plaisir, égoïste et sensuelle, coquette et gâcheuse, de petit esprit et de goûts bas, incapable de réflexion, la tête et le cœur également vides, que Bonaparte avait trouvée, dans un petit hôtel de la rue Chantierine, menant l'existence vide, paresseuse et besogneuse d'une femme à la mode, médiocrement entretenue.

Elle a continué de tout ramener à elle, uniquement sensible à ses intérêts et passionnément désireuse de ne pas perdre, malgré l'âge qui vient et la stérilité qui se confirme, ce qu'elle appelle, comme ses pareilles, « sa position ». Pour cela, elle a usé, avec un calcul attentif, de son pouvoir sur les sens et le cœur de Napoléon ; elle s'est imposée toutes les fatigues de son rang ; elle a lutté désespérément pour rester belle et séduisante, pour écarter les rivaux, non par jalousie amoureuse, mais par crainte du danger qu'elles lui font courir en déshabillant d'elle Napoléon. Elle est obstinément dissimulée et foncièrement menteuse. Elle n'est pas seulement dépensière par coquetterie, elle est gâcheuse à un degré surprenant. Son esprit est resté petit et ses goûts bas : elle ne se plait que dans la société des subalternes, bavardant et commémorant avec ses femmes, ses fournisseurs, des diseurs et des diseuses de bonne aventure.

Ce qui l'a protégée longtemps devant l'Empereur et défendue encore plus longtemps devant la postérité, c'est son charme et sa bonté. Elle était charmante par toutes les ressources de sa nature oratoire, de son éducation mondaine, de sa coquetterie raffinée, de son calcul obstiné, tantôt sentimentale et tantôt épiquique, mutine comme une fillette et noble comme une grande dame, toujours gracieuse et d'un tact très sûr dans l'art d'attirer et de retenir. Elle était bonne, c'est-à-dire inoffensive, généreuse par désir de plaire et besoin de prodigalité. Elle savait trouver le mot qui enchante et double le prix du don par la manière de donner. Elle rendait volontiers service, surtout aux gens de sa caste et à ses anciens amis, à tous ceux qui lui ressemblaient, intrigants et coquettes de son monde, émigrés et nobles, car elle était restée « ci-devant ».

En somme, qualités et défauts, une nature dont l'égoïsme et la coquetterie sont les traits essentiels, un charme de maîtresse qui calcule, une bonté où l'intérêt personnel a toujours sa part, toutes les qualités et tous les défauts de la femme de plaisir.

\*\*\*

M. Frédéric Masson prouve tout cela par une érudition profusion de faits, et il l'exécute avec une indulgence dédaigneuse. C'est qu'il est, à la fois, féministe et misogyne. Il se plaît à étudier les femmes et il les tient en petite estime. Par essence, dit-il, elles sont telles, ou à peu près. Je crois qu'il exagère. Sans prendre Lucrèce ou Jeanne d'Arc comme termes de comparaison avec le gentil petit oiseau des lles que fut Joséphine, et pour rester dans la catégorie de femmes où l'avait rangée sa prodigieuse destinée, elle fait petite figure au regard de Marie-Antoinette, qui eut bien des faiblesses et commit bien des erreurs, mais qui fut vraiment reine lorsqu'il le fallait. Elle n'est qu'une parvenue dans le groupe des femmes couronnées. Elle se rapprocherait plutôt des maîtresses royales, supérieure à une Du Barry, inférieure à une Pompadour.

Il convient de dire à sa décharge qu'elle ne fut pas seule de son espèce. D'autres, nées sur le trône, n'ont pas été plus égales à leur destinée et méritent moins d'indulgence, car, outre l'hérédité, elles avaient reçu des leçons de la Chambre criminelle, il y a un grand nombre de lettres avec l'ennemi du cercle de l'Union artistique.

Au demeurant, il n'y a pas lieu de regretter la légende de Joséphine, même pour les fervents de l'Empereur. Il est assez grand pour n'être pas diminué entre ses deux femmes ; leur portrait tel que deux fait même ressortir telles de qualités. Puis, il y a, je le dois de l'histoire, ment le droit, mais le devoir de l'histoire, c'est-à-dire la recherche attentive, scrupuleuse et délicate de la Vérité ; la Vérité, salutaire par elle-même, supérieure à tout et à laquelle toute pauvre humanité doit sa seule noblesse. Tout est vain et dangereux en dehors d'elle, sur le culte des héros, qui est un des résultats bienfaisants de l'histoire, mais à la condition d'être éclairé.

Gustave Larroumet

## Echos

### La Température

Le baromètre est en très grande baisse ; à Paris il est descendu à 749<sup>mm</sup> ; cette baisse est accompagnée de fréquentes ondées ; des pluies sont également tombées dans le Nord et sur nos côtes de l'Ouest la mer est houleuse. La température s'est aussi très sensiblement abaissée. A huit heures du matin le thermomètre indiquait 12° au-dessus et restait vers quatre heures sans variation. Le temps est aux averses. Dans la soirée le baromètre marquait 747<sup>mm</sup>.

### Les Courses

A 2 heures, Courses à Colombes. — Gagnants de Robert Milton :  
 Prix Aloès : Brigantine.  
 2<sup>e</sup> Prix de la Société d'Encouragement : Lorient.  
 Prix des Tribunes : Mercure.  
 Prix d'Autueil : Caran d'Ache.  
 Prix Trop-Petite : Cill Dara.

\*\*\*

### CONCOURS HIPPIQUE

A 1 heure 1/2 : Primes d'appareillement, 2<sup>e</sup> classe. — A 3 heures 1/2 : Sauts d'obstacles. Prix des Régiments, 2<sup>e</sup> section, officiers.

### POURQUOI ?

Depuis plusieurs jours je me pose quelques questions sans pouvoir parvenir à les résoudre, et je me décide à faire part de mon embarras au lecteur.

Pourquoi les gens qui veulent à toute force que la Cour de cassation refuse la révision s'obstinent-ils à nous reprocher la publication du dossier de l'enquête ? Nous avons publié environ soixante colonnes de ce dossier. Quarante-cinq au moins sont consacrées à aplatir Dreyfus. Ceux qui ne l'aiment pas devraient donc nous remercier.

Pourquoi des gens que la pauvreté de la langue française nous oblige d'appeler nos confrères déclarent-ils que la déposition de M. le général Rogét, par exemple, constitue un coup de masse, une preuve écrasante, l'argument décisif, et persistent-ils néanmoins à injurier les hommes de bonne volonté qui leur ont fourni ces armes redoutables ?

Pourquoi affirment-ils que la publication de cette enquête, annoncée et promise par le gouvernement, est scandaleuse et criminelle, alors qu'ils font eux-mêmes des suppléments pour la reproduire ?

Pourquoi, pour obtenir le dessaisissement de la Chambre criminelle, a-t-on raconté que les généraux n'avaient pas pu déposer avec une suffisante liberté ; que les conseillers les harcelaient de questions insidieuses ; que ces témoins n'avaient pas pu insister à leur gré sur les points essentiels ?

Le texte même de l'enquête donne un démenti brutal à ces accusations et prouve qu'on a trompé le public et le Parlement pour obtenir cet loi.

Je n'imagine pas, je suppose, qu'après avoir lu les dépositions de M. le général Rogét, on soutiendrait que cet officier a été gêné dans son témoignage.

La dernière de ses dépositions, celle d'hier, est un pur chef-d'œuvre. Il n'y a pas beaucoup de gens, même au Palais, qui seraient capables de dresser un pareil réquisitoire, et de répondre à l'histoire d'Henry à genoux devant Berthul par celle de Berthul à genoux devant Henry.

Un tel effort d'intelligence et d'énergie fait regretter jusqu'aux larmes que le général Rogét n'ait été chargé d'étudier l'affaire Dreyfus que trois ans après sa conclusion. S'il y avait assisté dès le commencement, il n'aurait pas été réduit à fixer sa conviction avec des découpures de journaux.

Il saurait, par exemple, qu'il n'y a jamais eu de faux Otto, que le faux Otto est une blague d'une feuille nationaliste. Il n'aurait pas commis l'impair de parler du Syndicat comme s'il était dans un café de sous-préfecture, vu que le Syndicat n'existe pas. C'est encore une farce des journaux. Personne ne l'a jamais vu. On n'a jamais trouvé personne qui ait reçu de l'argent du Syndicat.

Un homme sérieux ne parle pas du Syndicat, pas plus qu'il ne parle de robe rouge quand il s'agit d'un juge d'instruction. Ces erreurs nuisent à la déposition du général, mais elles ne nuiront pas au général lui-même. Elles prouvent qu'il a tout ce qu'il faut pour réussir et devenir le chef des nationalistes ! de l'imagination, de l'éloquence, de la souplesse, etc. J'ai bien envie de prédire à M. le général Rogét une belle carrière politique. — J. CORNELLY.

### A Travers Paris

Le commandant Esterhazy est décidé à abandonner par tout le monde. Le Comité du cercle de l'Épau, qui comptait parmi les membres de ce cercle l'auteur des lettres « du uhlan », va se réunir pour voter sur sa radiation ou son maintien.

Le commandant Esterhazy était depuis 1874 membre du cercle de l'Épau, et il faut croire qu'il fréquentait assez assidûment son club puisque, dans les saisies de la Chambre criminelle, il y a un grand nombre de lettres avec l'ennemi du cercle de l'Union artistique.

M. Richter, commissaire général de l'Empire d'Allemagne pour l'Exposition de 1900, est arrivé hier à Paris, accompagné de M. Radke, architecte du pavillon allemand, et de quelques-uns des principaux fonctionnaires du commissariat.

M. Richter, avant son départ pour Paris, a été invité à une soirée donnée au

palais, et a eu sur l'objet de son voyage à Paris une longue conversation avec l'Empereur.

Guillaume II s'intéresse vivement à tout ce qui concerne l'Exposition de 1900 ; il en suit avec attention tous les préparatifs. Il a même tenu, ces jours-ci, à donner à M. Radke, architecte du gouvernement, un témoignage de sa satisfaction en le nommant inspecteur des bâtiments royaux.

Le Sénat, par une très heureuse tradition, comme l'Institut, tient à conserver les effigies de ceux de ses membres qui l'ont particulièrement illustré et de ses présidents.

Sa galerie des bustes, enrichie d'œuvres de Joffroy, Bonnassieux, Chapu, Cavellier, Falguère, Denys Puech, de portraits du général Foy, de Portalis, du général d'Hautpoul, de Pelissier, de Chanzy, d'Henri Martin, de Jules Ferry, recevait encore tout récemment le buste de Jules Simon par Injalbert.

Dans cette galerie, non loin des socles réservés aux présidents Le Royer et Chalemeul-Lacour, une place vient d'être faite pour recevoir un buste de M. Loubet, le seul ancien président du Sénat qui survivra à son marbre, pris d'après nature par le Président de la République.

On ne connaît plus guère aujourd'hui le nom de Camille Bias. C'est pourtant celui d'une femme de lettres qui eut son tour de popularité méritée, et tint effectivement à Paris, pendant plus de quarante ans, le sceptre du feuilleton.

Douée d'un véritable talent et d'une imagination prodigieusement féconde, Mme Camille Bias a signé, par douzaines, de remarquables romans, dont plusieurs eurent à leur époque un succès classant leur auteur à côté des maîtres du genre. Citons, par exemple, au hasard de la plume : *les Faux Monnayeurs*, *l'Écrivain public*, *la Fille Mérie*, *les Derniers Fils de Braham*, etc.

Hélas ! tout passe, tout lasse, tout casse. Aujourd'hui, Camille Bias a soixante-quatorze ans ; sa vue a baissé ; un grave accident l'a rendue quasiment impotente. Elle a d'écrasantes charges de famille, auxquelles elle ne suffit plus à faire face, en dépit d'une abnégation, d'un dévouement et d'un courage confiant à l'héroïsme.

Parmi les innombrables lecteurs qui émeurent autrefois les pages tour à tour dramatiques et tendres écrites par Mme Camille Bias, ne se trouvera-t-il pas quelques cœurs généreux pour venir en aide à cette navrante détresse ?

Mercredi matin, comme l'on sait, nos collègues verront leurs vacances de Pâques terminées et réintégreront leurs classes respectives.

A ce propos, une mère de famille nous fait remarquer que la rentrée tombant la veille d'un congé ordinaire, il serait peut-être préférable de la reculer au jeudi, en reportant à ce jour les exercices du mercredi. Cette simple intervention contenterait infiniment les parents et les enfants et permettrait à ces derniers de rester un jour de plus à la campagne.

### INSTANTANÉ

#### MAURICE GUILLEMET

L'un des auteurs de la *Sphinx*, comédie dramatique, qui vient d'être représentée avec succès sur la scène de Monte-Carlo.

Journaliste d'informations pittoresques, romancier et critique d'art. Auteur des *Lettres d'un amant*, qu'a précédées *Alexandre Dumas fils* ; de *la Mort de Pierrot*, des *Villégiatures d'artistes*. A publié ici même des articles appréciés, et s'est distingué, toujours avec talent, dans nombre de journaux et de revues.

A la passion de ce qu'il appelle les mots et les phrases comme un magicien, se joignent le séduire avec une maîtrise de ses réalisations colorées. Il y a un mois, il donnait au Casino de Paris un curieux ballet ; il vient de débiter à Monte-Carlo comme auteur dramatique.

Un modeste et un sympathique, menant une vie toute de labeur et d'intimité familiale.

La seconde exposition d'automobiles que prépare l'Automobile-Club de France pour le mois de juin prochain, dans le jardin des Tuileries, aura, si nous en croyons le nombre des exposants, les étrangers surtout, qui se présentent, un succès plus grand encore que celui de l'année dernière.

En présence de cette affluence, force est aux organisateurs de demander à la direction des beaux-arts une augmentation d'emplacement, que M. Leygues, dont l'esprit d'initiative est bien connu, accordera sans aucun doute. Il s'agit, nous dit-on, simplement d'une seconde tente à installer pour quelques jours, tente qui sera encore insuffisante à contenir les merveilles que nous promettront les constructeurs du monde entier.

Les joyeux livres sont rares. Le dernier volume d'Alphonse Allais : *Pour cause de fin de bail*, que viennent de mettre en vente les « Éditions de la Revue Blanche », est le plus joyeux qui ait paru depuis longtemps. Une pareille lecture est irrésistible, et il n'y a pas d'hypochondrie incurable si elle est traitée par quelques pages de ce prodigieux inventeur de désopilantes cocasseries qu'est Alphonse Allais.

C'est demain dimanche que le collège électoral de la Drôme doit élire un sénateur en remplacement de M. Loubet devenu Président de la République.

Cette élection a été des raisons qui ont déterminé M. Loubet à ne consacrer que deux jours au voyage dans son département.

Ami des deux principaux candidats

qui se disputent son siège au Luxembourg, M. Loubet a jugé préférable, en effet, de ne pas être présent dans la Drôme le jour du vote, afin d'observer la plus absolue neutralité entre les compétiteurs.

Dans la charmante collection des romans honnêtes, qui compte déjà : *Stéphanette*, *les Contes de Bonne Perrette*, de René Bazin, et diverses œuvres de Champol, P. Maël, Luguet, Ch. de Vitès et G. Toudouze, la Maison Mame vient de faire paraître deux nouveaux volumes : *la Cage de Cuir*, de G. Pradel, étonnant roman d'aventures dont le palpitant intérêt passionne tous les lecteurs ; *le Sabre à la Main*, de M. Luguet, aimable idylle militaire et bourgeois.

De Constantinople :  
 « Le Péra-Palace compte en ce moment parmi ses hôtes : M. Carlos Pellegrini, ancien président de la République argentine, et Mme Carlos Pellegrini ; M. Hégédis, ministre du commerce de Hongrie, avec sa famille ; comte et comtesse Bzewoski, comte et comtesse Pfeil, etc. »

### Nouvelles à la Main

On parle de X..., dont le culte pour sa propre personne confine à l'idolâtrie.

— C'est au point, dit quelqu'un, que chaque mois il s'offre un dîner dans un grand restaurant, tout seul, afin de resserrer les liens qui l'unissent à lui-même !

Jeune fille dernier bateau.

— Le mariage est une chose sérieuse, mon enfant, lui dit sa mère.

— N'exagérons rien, maman... De ton temps, je ne dis pas ; mais aujourd'hui, avec le divorce, il faut joliment en rabattre !

### Le Masque de Fer

#### LE

## DOSSIER DE L'ENQUÊTE

#### DE LA

### COUR DE CASSATION

#### (SUITE)

### DÉPOSITION DE M. HARTMANN

#### Commandant d'artillerie (1)

#### SEANCE DU 19 JANVIER 1899

M. le président. — Vous êtes indiqué par la défense comme pouvant fournir des renseignements sur le contenu du bordereau qui, en 1894, a motivé la condamnation de Dreyfus. Voudriez-vous vous expliquer à cet égard ?

Le commandant Hartmann. — Je me propose d'établir que le canon de 120 court, loin d'être nouveau en 1894, était une pièce adoptée dans son modèle définitif en 1890, et que cette même année elle était connue dans tous ses détails, frein compris, par la seule puissance étrangère dont il peut être question à propos du bordereau.

Vers 1887, sur l'avis du Comité de l'artillerie, le ministre de la guerre a prescrit à la fonderie de Bourges de procéder à l'étude d'un matériel de 120 léger, destiné à servir comme pièce de campagne à tir courbe, afin d'atteindre des défenses abritées derrière des tranchées, mais que ne pouvaient atteindre nos pièces de campagne de 90 à tir tendu.

Le capitaine Baquet, adjoint à la fonderie de Bourges, fut chargé de cette étude et proposa un tracé qui fut accepté et mis en construction. Ce matériel Baquet avait, comme organe essentiel, un frein dit hydropneumatique. Ce frein était loin d'être nouveau : il était de l'invention du commandant Locard, également de la fonderie, et servait au tir d'épreuve des canons fabriqués par cet établissement.

Pour ma part, je connaissais ce frein hydropneumatique en 1881, date à laquelle j'étais adjoint comme capitaine à la fonderie de Bourges.

Le matériel Baquet fut d'abord éprouvé par des tirs exécutés à la fonderie même, puis mis en essais à la Commission d'expériences de Bourges ; après avoir reçu diverses modifications, il fut expédié à la Commission d'expériences de Calais. Après les essais exécutés dans cette Commission et le rapport qui en fut la conséquence, le ministre, sur la proposition du Comité d'artillerie, adopta en 1890 le matériel sous le nom de « matériel de 120 léger, modèle de 1890 » ; j'insiste sur les mots de « modèle de 1890 » qu'on ne peut oublier quand on parle du matériel de 120 court.

Le ministre mit en même temps en commande à la fonderie 20 pièces du modèle adopté, afin de procéder à des essais en grand.

Avant d'aller plus loin, je monterai que la puissance étrangère dont j'ai parlé possédait tous les renseignements utiles au sujet du matériel adopté, en particulier tous les procès-verbaux et tous les rapports des Commissions d'expériences.

En 1889, le service des archives de la section technique de l'artillerie était dirigé par un chef d'escadron en retraite, le commandant Furcy ; il avait sous ses ordres, pour l'enregistrement de l'entrée des documents et pour la surveillance générale des archives, un employé civil

(1) Le commandant Hartmann est actuellement chef d'escadron au 22<sup>e</sup> régiment d'artillerie à Versailles.

nommé Boutonnet ; je n'ai pas besoin de dire que les archives de la section technique renfermaient les documents les plus confidentiels et les plus secrets, que c'était là qu'ils arrivaient tout d'abord avant d'être mis à la disposition des officiers qui pouvaient en avoir besoin.

L'employé Boutonnet était extrêmement boiteux ; il habitait Meudon en 1889. J'étais installé dans la même localité, tout en appartenant à la même section technique comme officier adjoint au service des bouches à feu.

On vint me prévenir que Boutonnet avait acheté une maison : je trouvai la chose fort naturelle. On me fit observer, toutefois, que des bruits de fuite circulaient du côté de l'établissement d'aérostation de Chalais-Meudon.

Sur ces entrefaites, un capitaine du génie adjoint à cet établissement — qui était de promotion — le capitaine Georges, m'informa que Boutonnet venait d'engager un de ses domestiques à des gages extrêmement élevés.

Dans ces conditions, j'allai trouver le commandant Feldmann, adjoint au directeur de la section technique de l'artillerie, pour lui exposer les faits, en lui demandant s'il n'y avait pas lieu de savoir d'où venaient les ressources de Boutonnet, étant donné l'importance de ses fonctions.

Il fut de cet avis, rendit compte au directeur, le colonel Vaucherat, et lui demanda de faire surveiller Boutonnet par la police secrète. Le colonel Vaucherat refusa, et les choses en restèrent là en 1889.

En 1890, pendant une de mes absences par suite de permission — et, je crois, en août 1890 — Boutonnet fut arrêté. J'ai appris, à mon retour, que c'était dans les circonstances suivantes :

Un rapport des plus importants d'une des deux Commissions d'expérience (Bourges et Calais) avait été vu entre les mains de l'attaché militaire de la puissance — dont j'ai parlé, par un agent qui donna le numéro de la question du rapport.

Le général Mathieu, alors directeur de l'artillerie au ministère de la guerre, donna l'ordre de réunir, au ministère, tous les exemplaires de ce rapport.

Naturellement, il en manquait un, et c'était dans la collection de la section technique qu'un exemplaire manquait.

Des recherches furent ordonnées. Elles n'aboutirent à aucun résultat quand, un matin, un commissionnaire remit au concierge de la section technique une enveloppe maculée de boue dans laquelle semblaient se trouver des papiers et que, disait-il, un monsieur venait de trouver dans la rue. Le concierge se hâta de remettre ce pli au commandant Feldmann, qui y trouva le rapport cherché et renvoya immédiatement le concierge en lui donnant comme mission de trouver, et par tous les moyens en son pouvoir, le commissionnaire.

Par suite de circonstances qui n'importent pas ici, ce commissionnaire fut retrouvé et indiqua que le monsieur qui lui avait remis ce paquet boitait.

Ce fut un trait de lumière pour le commandant Feldmann qui se rappela mes soupçons de l'année précédente. On laissa Boutonnet faire son service, après avoir réintégré le document dans les archives, mais il fut surveillé étroitement et, quelques jours après, était vu pour parler avec l'attaché militaire étranger.

Il fut condamné à un intérêt pour la Cour à se faire remettre ce dossier.

Il résulte, de là, que de 1889 à 1894, pendant une année tout entière, les archives de l'artillerie ont été à la discrétion de la puissance étrangère dont j'ai parlé. C'est dans cette période que les expériences de l'artillerie ont porté sur les sujets les plus importants : poudre sans fumée, mitraille, essais divers d'obus et, enfin, canon de 120 court.

Boutonnet, en plus des procès-verbaux et des rapports des Commissions, avait à sa disposition un document confidentiel intitulé : *Bulletin des questions à l'étude*. C'était une publication périodique, destinée à tenir les officiers d'artillerie au courant des études entreprises dans leur arme, et elle était envoyée, d'ailleurs, à toutes les écoles d'artillerie, sous réserve qu'elle resterait dans le bureau du directeur et serait consultée sur place par les officiers.



à dire en 1890, l'étude du premier spécimen du matériel de 120 court est complètement terminée ; ce matériel est adopté comme système d'artillerie, et tout ce qui le concerne a été livré à la puissance étrangère en question.

Je vais maintenant parler, de 1890 à 1894, le frein hydro-pneumatique, et même l'ensemble du système, n'a pas été changé ; tout d'abord les pièces mises en fabrication pour essais en grand ont constitué deux batteries, les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> batteries du 37<sup>e</sup> régiment, à Bourges. Ces batteries ont fait des écoles à feu, et même les grandes manœuvres. A ce moment, elles étaient réellement nouvelles et ont éveillé l'attention des attachés militaires étrangers qui assistaient à ces manœuvres.

C'est ce qui résulte d'un article du journal *le Matin* du 8 septembre 1891, dans lequel on rend compte d'une occupation de position de ces deux batteries, d'ailleurs devant des officiers étrangers. Comme l'article du *Matin* a été reproduit par un journal allemand, l'*Allgemeine Militär Zeitung*, on peut en conclure que l'existence du matériel de 120 léger était dès lors connue de toutes les puissances, dont l'attention devait par suite se trouver éveillée. Ces batteries ont, d'ailleurs, fait de nouvelles écoles à feu après le retour des grandes manœuvres.

Bien que ces essais en grand aient été satisfaisants, le Comité ne fut pas d'avis d'adopter ce matériel pour l'armement des troupes ; et cependant, l'année suivante, en 1892, sur la nouvelle que les Allemands introduisaient des pièces lourdes dans leurs équipages de campagne, le ministre décida de mettre un certain nombre de batteries en fabrication.

On procéda d'abord à l'établissement des tables de construction : ces tables, comme leur nom l'indique, sont destinées à guider les ateliers dans la confection du matériel et donnent, par suite, les renseignements les plus minutieux sur les dimensions des pièces qui le composent. Ces tables de construction ont été envoyées, au fur et à mesure de leur approbation par le ministre, à tous les établissements et à toutes les écoles d'artillerie, sans indication de mention : « Confidential ». Voici un extrait des tables de construction de l'affût :

**TABLE DE CONSTRUCTION**  
ARTILLERIE DE CAMPAGNE  
Matériel de 120 court (affût modèle 1890).

**AVERTISSEMENT.** — Le présent texte et les planches de dessin qui l'accompagnent contiennent les données nécessaires à la construction de l'affût de campagne du canon de 120 court, adopté à la date de ce jour, sous la dénomination : « Affût de campagne de 120 court, modèle de 1890. »

Le texte et toutes les planches sont signés : « Général de La Hitte, président du Comité d'artillerie, 25 avril 1892 », et : « Approuvé pour le ministre, 7 mai 1892, général Mathieu. »

Ce document est arrivé à la bibliothèque de l'Ecole de Versailles en juillet 1892.

La lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Commandant HARTMANN.

**NOUVELLE DÉPOSITION**  
**DU COMMANDANT HARTMANN**  
Devant la Cour  
SÉANCE DU 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1899

M. le commandant Hartmann. — J'ai dit jusqu'ici que le canon de 120 court avait été adopté en 1890, dans sa forme définitive, comme pièce de campagne et que, dès la même année, tout ce qui le concernait avait été livré à la puissance étrangère dont j'ai parlé, par un employé civil de la section technique : ce qui prouve, entre autres choses, qu'une fuite de documents d'artillerie, même très secrets, n'implique pas forcément la trahison d'un officier d'artillerie.

J'ai mentionné ensuite les essais en grand dont le canon de 120 court a été l'objet aux grandes manœuvres de 1891, au sud des journaux français et étrangers ; et pour compléter ma déposition sur ce point, je dirai que c'est le numéro 75 du journal allemand *l'Allgemeine Militär Zeitung* (journal militaire universel), de Darmstadt, du 19 septembre 1891, qui parle de la présence de ce canon aux manœuvres, sous la rubrique de : « France. — Nouvelle pièce de campagne » (Neues Feld-Geschütz).

Le témoin dépose provisoirement cette feuille visée et paraphée ne varierait par lui.

Le commandant Hartmann. — J'ai fait connaître alors la décision du ministre de la guerre de créer des batteries de campagne de 120 court, et je suis arrivé ainsi à la période de fabrication en grand qui a été la conséquence de cette décision, en parlant d'abord des tables de construction de l'affût de 120 court, modèle 1890, approuvées par le ministre le 7 mai 1892 ; et communiquées peu après, sans précautions particulières, aux divers établissements d'artillerie.

Le ministre a également approuvé, en 1892 et 1893, les tables de dimension des autres parties du matériel (avant-train, caissons, projectiles).

A-t-il été envoyé aux établissements des tables de construction concernant le canon et le frein hydro-pneumatique ? Je ne le crois pas, parce que les établissements n'en avaient nul besoin, la fabrication de ces éléments étant centralisée à la fonderie de Bourges qui possédait déjà l'outillage nécessaire à leur confection. En outre, le frein hydro-pneumatique est un organe extrêmement délicat, dont la construction et le montage exigent des ouvriers et des procédés spéciaux.

A la fin de 1893, le 28 décembre, le ministre de la guerre (général Mercier) a fixé le tableau détaillé de la composition de la batterie de campagne de 120 court. Le 7 janvier 1894, il a arrêté le tableau de la composition de la section de munition de 120 court.

Je cite ces documents pour bien montrer qu'il ne s'agit pas plus alors d'une pièce en essai, susceptible de modifications, mais bien d'un matériel définitif et définitivement introduit dans les équipages de campagne.

Dès lors, un certain nombre de régiments ont été dotés des pièces déjà fabriquées. Des mesures ont, en même temps, été prises pour l'exécution de leurs écoles à feu en 1894.

Ainsi, il a paru le 10 avril une instruc-

tion sur la visite et l'entretien des canons de 120 court, dans laquelle on parle d'ailleurs des pièces « dont la mise en service remonte à trois années ».

Bien des indications ont pu être recueillies de 1890 à 1894 sur le canon de 120 court et son frein hydro-pneumatique. Je citerai, en première ligne, les cours des Ecoles militaires auxquels on songe tout d'abord quand on a besoin d'un renseignement sur le matériel, qui sont à la disposition de tous les officiers et que les attachés militaires peuvent aisément se procurer. Le cours fait à l'Ecole d'application de l'artillerie et du génie en 1892-93 sur l'organisation des affaires entre dans les plus grands détails sur l'objet du matériel de 120 court et son organisation.

On y trouve en particulier : page 122, la description d'ensemble du canon de 120 court avec son frein ; pages 130 et 134, la description d'ensemble de l'affût ; page 77, le principe du frein hydro-pneumatique et de ses soupapes chargées ; page 121, le principe du récupérateur ; page 95, le détail du système de pointage. Le texte est accompagné de trois dessins d'une grande précision, avec légende explicative.

Sur interpellation :

Le commandant Hartmann. — Tout officier, du moins d'artillerie, peut se procurer ce cours contre remboursement, à l'administration de l'Ecole d'application, et il est acheté par les élèves de l'Ecole, qui l'emportent en allant dans leurs régiments.

Je mets également sous les yeux de la Cour une conférence faite à l'Ecole de Saint-Cyr, en 1892, dans laquelle se trouve une description explicite du frein hydro-pneumatique du commandant Locard, avec une figure faisant bien comprendre les dispositions intérieures de ce frein.

En même temps, des fuites ont continué à se produire.

J'ai dit que j'étais chargé, à la section technique, de rédiger le *Bulletin des questions à l'étude*, dans lequel il était rendu compte de tout ce qui avait trait au canon de 120 court.

Vers le mois de mars 1892, le général Mathieu fut prévenu de la disparition des exemplaires attribués au ministère de la marine.

Après enquête, il fit réexpédier tous les bulletins parus jusqu'alors à la section technique, qui reçut l'ordre de les brûler dans le foyer de sa machine à vapeur.

Il fut prescrit également de cesser cette publication.

La situation au commencement de 1894 était donc celle-ci : le canon de 120 court était partiellement en service ; le canon était loin d'être nouveau, datant de 1890 ; son frein hydro-pneumatique était également loin d'être nouveau.

Ce frein n'avait pas été tenu secret, et ses dispositions essentielles, ainsi d'ailleurs que la construction de l'affût, avaient été données dans des documents qu'on ne peut considérer comme confidentiels. Enfin, on savait pertinemment qu'une puissance étrangère (toujours la même) s'était procuré tout ce qui concernait ce matériel.

Après avoir ainsi précisé l'état de la question du 120 court au commencement de 1894, je crois utile d'examiner quelle peut être la nature de la note du bordereau.

Il a été dit qu'il ne pouvait s'agir que d'un rapport, existant à la 3<sup>e</sup> direction, sur la façon dont le frein hydro-pneumatique se serait comporté dans les expériences, rapport sur lequel un officier du ministère de la guerre, seul, aurait pu fournir des renseignements utiles. Je ne suis pas de cet avis, pour cette raison que le frein hydro-pneumatique n'a pas dû être l'objet d'essais aux écoles à feu de 1894.

J'ai dit, en effet, que le frein hydro-pneumatique de 120 court était identique au frein hydro-pneumatique de 155 court, au point que les descriptions des deux freins sont identiques dans leurs règlements respectifs.

Or, le frein de 155 court n'a changé en rien depuis son règlement propre du 10 mars 1894 dont j'ai eu l'occasion de parler. Il en est donc nécessairement de même de son parallèle, le frein hydro-pneumatique de 120 court.

Cependant, si des essais avaient été reconnus nécessaires en 1894, c'eût été pour remédier à des défauts constatés, et ils auraient abouti à des modifications qu'on aurait introduites dans le règlement.

Du moment qu'il n'y a pas eu de modifications, il n'y a pas eu d'essais. Je crois qu'on a fait confusion avec un essai dont le matériel de 120 court a été réellement l'objet aux écoles à feu de 1894 : c'est l'essai d'un appareil d'amarrage élastique destiné à limiter les déplacements latéraux de l'affût de 120 court pendant le tir ; mais il s'agit là d'un dispositif entièrement extérieur à l'affût, et sans rapport aucun avec le frein hydro-pneumatique.

On a également confondu peut-être avec l'essai du frein de 75 qui, lui, était secret, et qui a été expérimenté précisément en 1894 devant le ministre de la guerre.

Au surplus, si l'auteur du bordereau avait copié une note de la 3<sup>e</sup> direction, il en aurait reproduit le titre forcément correct au lieu de lui substituer les termes inexactes qu'il emploie. De plus, ayant un texte sous les yeux, il n'aurait pu se méprendre sur l'objet de l'essai au point de confondre un frein hydro-pneumatique, et le canon de 120 court avec le canon de 120.

Une observation importante, à ce sujet, c'est que les notes ou rapports concernant le matériel ne sont pas remis à l'état-major de l'armée. Ce n'est donc pas un officier du ministère de la guerre en général qui aurait pu disposer de ces documents, mais seulement un officier de la 3<sup>e</sup> direction ou de la section technique, ou plutôt un employé, comme le prouve l'affaire Boutonnet.

La seule hypothèse possible, en ce qui concerne Dreyfus, c'est qu'il ait fait une démarche auprès d'un officier de la 3<sup>e</sup> direction ou de la section technique, pour consulter le document en question. Or, il est très aisé de s'assurer s'il fréquentait les bureaux de la 3<sup>e</sup> direction, étant donné surtout que le personnel supérieur est le même aujourd'hui qu'en 1894. Il est également très aisé de savoir si l'officier qui détenait le dossier du 120 court

a jamais été sollicité de lui en communiquer les pièces.

Pour mon compte, pendant les huit années que je suis resté à la section technique avant le procès de 1894, je n'ai jamais vu Dreyfus, que je ne connaissais pas.

Pour toutes ces raisons, j'estime que la note du bordereau est une note personnelle — et je vais montrer maintenant qu'en 1894, un officier d'une arme quelconque a pu parfaitement fournir une note personnelle sur le canon de 120 court et sur le frein hydro-pneumatique.

Tout d'abord, je rappellerai les cours des Ecoles militaires et les tables de dimension, que tout officier intéressé à les connaître pouvait avoir sans grande difficulté.

Ce n'est pas tout : d'après des ordres ministériels, les batteries armées de 120 court devaient apprendre le service de cette bouche à feu aux hommes, dès leur incorporation, ainsi qu'aux réservistes. A cet effet, elles avaient reçu un règlement qu'elles devaient enseigner entièrement à tous les gradés.

Or, ce règlement contenait un chapitre intitulé : *Renseignements destinés spécialement aux officiers et aux sous-officiers*, dans lequel se trouve la description complète du frein hydro-pneumatique, avec dessins à l'appui.

Cette description comporte onze pages de texte, dans lesquels les moindres détails sont donnés sur les dispositions intérieures et le fonctionnement du frein.

Pour donner une idée de l'importance de cette description, je dirai qu'elle fait connaître le frein hydro-pneumatique tout aussi complètement et bien plus facilement, d'ailleurs, qu'un démontage.

Ce règlement était si peu confidentiel que, quelques mois après, lors de son adoption définitive, le 28 mai 1895, autorisation a été donnée de le faire paraître dans le commerce ; les exemplaires ont été distribués aux batteries dans les conditions des théories ordinaires, et, en particulier, ils n'étaient pas numérotés. Rien, dans ces mesures, ne caractérisait un matériel d'ordre secret et, pour mieux le montrer, je ferai la comparaison avec les mesures prises actuellement pour le canon de 75 qui, lui, a été tenu rigoureusement secret jusqu'à ce jour.

Pour le canon de 75, le règlement ne comporte aucune description du matériel : c'est à peine si l'on parle du frein dont il n'indique même pas la nature.

On n'y trouve aucune figure. Ce règlement porte, sur sa couverture, la mention :

*Confidentiel. Toute personne qui détient ce document sans avoir qualité pour le connaître, tombe sous le coup de la loi sur l'espionnage.*

Les exemplaires sont numérotés. Ils ont été distribués contre reçu et affectés nominativement aux officiers qui en sont responsables.

Aucun document, ayant trait soit au tracé, soit à la fabrication, n'a jamais paru ; bien que le canon de 75 soit en service, les cours de l'Ecole d'application sont muets à son sujet.

Enfin, le frein du canon de 75 est muni de poignées de contrôle, c'est-à-dire de scellés, partout où l'on pourrait tenter de le démonter pour en visiter l'intérieur.

Le règlement de 120 court n'indique rien de cette nature pour le frein hydro-pneumatique de cette bouche à feu.

Le contraste ne peut pas être plus frappant.

Il y a, cependant, une disposition, commune aux deux matériels, dont il faut que je parle : c'est l'interdiction de toute tentative ayant pour objet le démontage du frein. Mais il est bien évident que pour le frein de 120 court, cette interdiction n'a pas été faite dans l'idée d'empêcher qu'on prenne connaissance de ses dispositions intérieures, car, je le répète, ces dispositions sont entièrement indiquées, on ne peut plus clairement, dans la description du règlement, et un démontage ne saurait apprendre rien de plus que cette description.

Question posée par un conseiller. — Vous avez dit qu'aucune mesure de précaution d'aucune sorte n'avait été prise pour le règlement du 120 court, à la différence du règlement du 75, et que, notamment, un chapitre du règlement à l'usage des sous-officiers, adopté le 28 mai 1895, décrivait complètement et publiquement le canon de 120 court avec son frein. Pouvez-vous préciser la date à laquelle le projet de ce règlement avait été antérieurement distribué, s'il était, en quelque sorte, public comme le règlement lui-même, et s'il contenait toutes les descriptions de ce document ?

Le commandant Hartmann. — Je répondrai aux différentes questions ainsi posées en rappelant l'identité entre le frein hydro-pneumatique du 120 court et le frein hydro-pneumatique du 155 court, et en rappelant également que le règlement sur le service du 155 court a été approuvé par le ministre le 16 mars 1891. L'identité entre ces deux freins était connue de tous les officiers d'artillerie. Il est clair que celles des batteries qui ont été armées du 120 court, dès le commencement de 1894, ont reçu, dès leur constitution, un règlement ou projet de règlement. En tout cas, un programme d'instruction, approuvé par le ministre en juillet 1894, parle de ce règlement, en donnant l'ordre de l'enseigner dans l'intérieur des batteries.

Le témoin continue.

La seule raison de l'interdiction dont j'ai parlé pour le frein du 120 court, c'est qu'un démontage ne saurait être fait sans danger, avec les seules ressources des corps de troupes, en raison des projections qui pourraient résulter de la pression considérable du réservoir d'air comprimé.

C'est qu'ensuite on ne pourrait remonter le frein, le rechargement du réservoir exigeant un outillage spécial.

Le règlement contient, au sujet de ce rechargement, une prescription qui confirme ce que je viens de dire : il y est dit, en effet, que, chaque année, « quand il y aura lieu, le rechargement sera fait par un ouvrier de la fonderie de Bourges, qui se rendra dans la place avec l'outillage nécessaire ».

Une telle mesure, l'envoi auprès des corps de troupes d'un ouvrier parfaitement au courant de l'organisation intérieure du frein, l'ayant démonté et pouvant encore le démonter, est, par elle-même, exclusive de l'idée d'un secret qu'on chercherait à soustraire à la connaissance des corps de troupes.

Autrement, au lieu d'envoyer un ou-

vrier sur place, ce sont les freins qu'on aurait prescrit d'envoyer à la fonderie de Bourges.

Au reste, je signalerai qu'il n'y a pas que le frein hydro-pneumatique qui soit l'objet d'une défense de démontage dans le règlement du 120 court. On lit, en effet, à la page 163, précisément dans le chapitre consacré au frein, que, en ce qui concerne la pompe de remplissage, « le manomètre ne doit jamais être démonté ».

Personne ne soutiendra vraiment que la défense de démonter le manomètre signifie qu'on considère comme secret un instrument de ce qui précède que les canons de 120 court, mis en service en 1894, pouvaient être examinés librement par les officiers et que le règlement pouvait être consulté facilement.

Je crois qu'il ne serait venu à l'idée de personne, dans ces conditions, de refuser à un officier d'infanterie, par exemple, les renseignements que tout officier, ou même tout sous-officier réserviste des batteries de 120 court avait à sa disposition.

Un règlement lui eût certainement été prêt s'il l'eût demandé.

Les officiers étrangers à l'artillerie ont également pu se renseigner sur le matériel de 120 court, pendant les écoles à feu des batteries armées de cette bouche à feu, qui, à ma connaissance, ont été exécutées dans les mêmes conditions que pour les autres canons de campagne.

Sur question de M. le président : le commandant Hartmann. — Je déclare qu'il n'est pas à ma connaissance que des prescriptions aient été faites pour tenir les officiers des autres armes éloignés du 120 court. Ces prescriptions, si elles existent, font l'objet d'un document qu'il serait aisé à la Cour de se procurer auprès du ministre de la guerre.

Le témoin continue.

Par exemple, au polygone d'Auvours, près de Mans, après le tir des deux batteries du 120 court, du 31<sup>e</sup> régiment, au printemps de 1894, une conférence a été faite sur le matériel de ces batteries à tous les officiers présents, sans exception d'armes. Le tir des batteries du 9<sup>e</sup> régiment, au camp de Causse, près de Castres, a provoqué une dépêche adressée au journal *le Temps*, le 14 juillet 1894. Cette dépêche mentionne la présence de tous les officiers de la brigade et donne des détails sur les résultats produits par le tir des batteries.

Des écoles à feu de 120 court ont eu lieu également à Châlons et à Poitiers.

Enfin, et surtout, deux batteries du 120 court du 29<sup>e</sup> régiment ont pris part aux manœuvres de masses d'artillerie, qui ont commencé au camp de Châlons, le samedi 11 août 1894.

Le général Ladoucet, directeur des manœuvres, a reçu le corps d'officiers, le 10 août. Les batteries étaient donc arrivées, au plus tard, le 10 — et probablement le 9. (Il y a là une date à préciser.) Or, la Cour sait déjà qu'un certain nombre d'officiers supérieurs, dont Esterhazy, ont assisté aux écoles à feu de la 3<sup>e</sup> brigade d'artillerie, au camp de Châlons, du 6 au 9 août.

Il y a donc des probabilités pour que Esterhazy se soit trouvé au camp de Châlons en même temps que des batteries du 120 court.

Il est à remarquer, d'ailleurs, qu'il était là en volontaire, et que, d'après ses propres déclarations, il a séjourné quel-ques temps dans les environs du camp.

Je ne crois pas, d'ailleurs, que l'auteur du bordereau ait vu tirer le canon de 120 court ; autrement il aurait annoncé des renseignements sur les effets du tir, étant donné que c'était là ce qui intéressait le plus vivement les officiers en 1894. Les termes qu'il emploie semblent indiquer qu'il s'est borné à des renseignements généraux sur le frein hydro-pneumatique et sur la manière dont les pièces s'étaient comportées pendant les écoles à feu déjà faites.

Ainsi, un officier étranger à l'artillerie avait bien des moyens de se procurer les éléments d'une note sur le matériel de 120 court.

Je dis plus : du moment que les renseignements fournis en 1894 concernent le frein hydro-pneumatique du canon de 120 court, par cela même on doit exclure l'hypothèse d'un officier d'artillerie, Dreyfus comme un autre, et il ne peut être question que d'un officier d'une autre arme : la première phrase du bordereau indique nettement que les renseignements envoyés par l'auteur de la note ne lui sont pas demandés, qu'ils proviennent de son initiative ; or, un officier d'artillerie, envoyant spontanément une note sur le 120 court, aurait eu pour premier soin de se mettre au courant de la question, à supposer qu'il ne la connaît pas déjà, fait bien invraisemblable.

Il n'aurait eu qu'à consulter les documents relatifs aux écoles à feu et le règlement sur le 120 court, pour savoir l'ancienneté relative du matériel, et il n'aurait sans doute pas songé à renseigner sur un frein connu, qui n'était pas en cause en 1894 : il se serait rendu compte de l'objet réel des écoles à feu de l'armée, des points étudiés, et c'est sur eux qu'auraient plutôt porté ses renseignements.

En tout cas, il y a une particularité pour Dreyfus : il était resté à l'Ecole de pyrotechnie de Bourges pendant une année, en 1889-1890, précisément au moment de l'adoption par le ministre du matériel créé par la fonderie.

Il est plus probable qu'il était très au courant de la question. Je crois même qu'il a assisté à des essais du 120 court, soit à Bourges, soit à Calais ; c'est un point qu'il aurait lieu de vérifier. On s'explique alors difficilement comment, trahissant, et déjà antérieurement en communication avec son correspondant, il ait attendu 1894 pour donner un matériel qu'il connaissait depuis 1890.

Dreyfus, d'après ce qu'on dit de lui, se serait plutôt occupé de la nouvelle pièce de campagne, alors en étude dans l'artillerie, et je sais, à ce sujet, par le commandant Ducros, qu'il n'a jamais trouvé le temps d'aller le voir à l'atelier de construction de Puteaux où l'on étudiait et où l'on fabriquait le matériel de 75, et cela, malgré des offres répétées.

Il s'agit, à n'en pas douter, d'un officier étranger à l'artillerie, qui se trouve momentanément dans un polygone, où il voit des pièces de 120 court, probablement en dehors des tirs ; il se renseigne à leur sujet, mais il est trop peu versé en artillerie pour s'occuper des questions de mobilité, de réglage de tir, d'effets de projectiles, les seules pourtant à l'ordre du jour en 1894.

L'opinion que je viens d'émettre se trouve confirmée par les termes impropres qu'emploie l'auteur du bordereau pour parler du canon de 120 court et de son frein hydro-pneumatique.

Je n'insisterai pas sur la phrase « manière dont s'est conduite cette pièce », malgré le peu de probabilité d'une expression de ce genre de la part d'un officier d'artillerie.

Mais ce n'est qu'un officier d'une autre arme qui peut appliquer le mot *hydraulique* à un frein hydro-pneumatique : d'après les cours officiels à l'usage des sous-officiers, le frein hydro-pneumatique comprend bien un frein hydraulique, mais le frein est ajouté un réservoir d'air comprimé, qui constitue l'invention du commandant Locard : *hydro* se rapportant à la partie hydraulique du frein — *pneumatique* au réservoir d'air comprimé. Ainsi, le frein hydro-pneumatique possède une propriété spéciale qui le distingue nettement d'un frein simplement hydraulique. Impossible donc de dire d'un frein hydro-pneumatique qu'il n'est qu'hydraulique sans négliger sa propriété caractéristique, celle qui est sa raison d'être.

Une remarque frappante à ce sujet :

Tous les officiers appelés jusqu'ici à s'expliquer publiquement sur le frein de 120 court ont tous été des officiers étrangers à l'artillerie (au procès Zola, par exemple), et tous, sans exception, se sont servis du mot *hydraulique*.

Je suis bien certain que si la Cour a entendu des officiers d'artillerie, aucun d'eux n'a pu commettre cette erreur.

Pour ma part, j'ai lu beaucoup de mémoires sur la question du 120 court, dont quelques-uns émanent de très jeunes officiers, et je déclare que, pas une seule fois, pas une seule, je n'ai vu le mot *hydraulique* employé pour *hydro-pneumatique*.

Ce n'est également qu'un officier étranger à l'artillerie qui a pu dire : « le 120 » en parlant du 120 court, alors que ce canon est dit « court » par opposition au canon de 150 de siège et place.

Sans doute, on peut admettre cette abréviation dans un travail sur le 120 court, alors que toute ambiguïté est impossible ; mais ici il s'agit de définir la nature d'une pièce dont il n'a pas encore été question, et un officier d'artillerie n'eût pas manqué de la désigner par son nom.

Je me résume :

On a dit que le canon de 120 court était nouveau et secret en 1894, qu'une note existait, à la 3<sup>e</sup> direction, sur des essais dont le frein hydro-pneumatique aurait été l'objet aux écoles à feu de cette année ; qu'un officier d'artillerie avait seul pu fournir des renseignements sur le canon, sur son frein et les essais de ce frein ; que, parmi les officiers d'artillerie, Dreyfus était à même, plus que tout autre, de donner ces renseignements.

J'ai établi successivement les points suivants : l'adoption du canon de 120 court remonte à 1890 ; il était connu, dès cette même année, de la puissance étrangère dont j'ai parlé ; le frein hydro-pneumatique n'était pas tenu secret en 1894 ; l'hypothèse que la note du bordereau serait une note existant à la 3<sup>e</sup> direction doit être écartée, et il s'agit d'une note faite avec des renseignements personnels ; un officier d'arme quelconque a pu, en 1894, faire une note personnelle sur le canon de 120 court, et même — du moment que cette note a trait au frein hydro-pneumatique — l'auteur du bordereau ne peut être un officier d'artillerie, pas plus Dreyfus qu'un autre ; c'est un officier d'une autre arme.

En ce qui concerne la note du bordereau, sur une *modification aux formations de l'artillerie*, il doit s'agir, d'après l'acte d'accusation de 1894, de la suppression des pontonniers et des modifications en résultant.

Mais il faut remarquer que ce document place l'envoi du bordereau quelques semaines avant que la transformation de l'artillerie ne devienne officielle, c'est-à-dire, en avril ou mai, puisque le vote de la loi est du 21 mai.

Dans cette hypothèse, une information relative au passage des pontonniers au génie pouvait, à la rigueur, se comprendre, bien que le dépôt du projet de loi soit du 10 mars 1894, et que la Commission de l'armée en ait été saisie le 16 mars.

Mais il ne peut plus en être ainsi, maintenant que la date du bordereau se trouve reculée fin août. En effet, comme je l'ai dit, le vote de la loi est du 21 mai 1894 ; elle a été promulguée le 29 juin ; le décret portant application de cette loi est du 4 juillet.

Il ne peut plus être question d'aucun de ces documents à la fin d'août.

Il est vrai qu'une instruction ministérielle du 2 août 1894 a fixé la marche à suivre pour l'exécution de la loi du 20 juin et du décret du 4 juillet ; mais cette instruction a paru dans le *Journal la France militaire* du 18 août : elle ne comportait d'ailleurs que des indications sans intérêt pour une puissance étrangère, et était destinée à être reproduite bientôt dans l'*Annuaire*.

Il ne peut donc pas, non plus, être question de cette instruction dans la note du bordereau.

Peut-on supposer que les formations en cause soient les nouvelles formations de campagne — groupes d'artillerie divisionnaire, groupes d'artillerie de corps — que les deux régiments formés devaient avoir à fournir à la mobilisation ? Je ne le crois pas, car il n'y aurait rien à apprendre à une puissance étrangère, que la création même de deux régiments renseignait suffisamment à cet égard.

La note ne peut pas viser non plus l'affectation de ces nouvelles formations en temps de guerre, car l'auteur ne se serait exprimé autrement, puisqu'il ne se serait pas agi d'une modification des formations nouvelles, mais de leur mobilisation.

Je crois que la solution de la question est beaucoup plus simple.

En 1894, quelques brigades d'artillerie, dont la 3<sup>e</sup> brigade (Versailles), ont été chargées d'expérimenter un projet de règlement sur les manœuvres des batteries attelées.

Ce règlement comportait précisément des modifications importantes aux formations des manœuvres de l'artillerie. Quelques-unes d'entre elles constituaient des nouveautés qui changeaient totalement les habitudes de l'artillerie.

Ce projet de règlement a été appliqué par les deux régiments de la 3<sup>e</sup> brigade, d'abord à Versailles, et ensuite au camp de Châlons, pendant les écoles à feu, et durant les manœuvres de masses.

Voici ce que dit, à ce sujet, le *Journal la France militaire* du 11 août 1894, sous la rubrique « Manœuvres de masses » :

Les manœuvres de masses que l'artillerie doit exécuter ces jours-ci



mais encore qu'il était connu en dehors de l'armée.

Il existe à Paris une *Société de tir au canon* composée d'hommes et d'officiers de la réserve et de la territoriale, c'est-à-dire, en somme, d'éléments civils.

Cette Société est reconnue par le ministre de la guerre qui lui alloue, chaque année, quelques munitions pour des écoles à feu ; bien entendu, ces écoles à feu ne peuvent se faire que moyennant une connaissance préalable du Manuel de tir. C'est pourquoi la *Société de tir au canon* a fait autographier, en 1894, le document que voici, intitulé : « Notes sur le tir de campagne en 1894 » et commençant par ces mots :

Les nouvelles méthodes de tir applicables pendant les écoles à feu de 1894 comptent, etc.

Suit le résumé, très bien fait et très clair, des méthodes de tir du projet de Manuel. Ce document a été distribué par le secrétaire de la Société à tous les membres prenant part aux exercices et aux tirs de 1894, officiers gradés et canonniers.

Je rappellerai, d'un autre côté, que le *Journal la France militaire* signale, dans son numéro du 11 août 1894, la mise à l'essai du projet de Manuel pendant les manœuvres de masses. L'auteur de l'article indique qu'il s'agit d'un essai avec une extrême curiosité, et, effectivement, dans les numéros des 14 et 24 août, il analyse, pas à pas, au courant des manœuvres de chaque jour, le projet de Manuel. C'est donc qu'il en avait un à sa disposition.

Quant aux officiers étrangers à l'artillerie, ils ont eu connaissance du projet de Manuel aux écoles à feu auxquelles ils étaient convoqués.

On donne toujours à ces officiers les plus grandes facilités pour suivre les tirs. Un officier d'artillerie est même chargé de les accompagner et de leur fournir les explications qui leur paraissent utiles.

Comme, généralement, ils ont à faire, en rentrant à leur régiment, une conférence à puiser les éléments de leur conférence dans le Manuel de tir, et s'adressent pour cela aux officiers d'artillerie.

C'est ce qui m'est arrivé personnellement, en 1896, au polygone d'Auvours. Un colonel d'infanterie m'ayant demandé mon projet de Manuel de tir, je n'ai pas eu un seul instant la pensée de le lui refuser.

Je rappelle encore ici qu'un certain nombre d'officiers supérieurs du 3<sup>e</sup> corps (parmi lesquels se trouvait Esterhazy) ont assisté aux écoles à feu de la 3<sup>e</sup> brigade, du 6 au 9 août.

Je crois utile d'examiner maintenant les commentaires de l'auteur du bordereau au sujet du projet de Manuel :

Tout d'abord :

*Ce dernier document est très difficile à se procurer, et je ne peux l'avoir à ma disposition que très peu de jours.*

Une semblable difficulté ne pouvait exister pour un officier d'artillerie de l'état-major de l'armée, qui n'avait certainement qu'à demander le projet de Manuel pour l'obtenir, parce que c'était une demande toute naturelle de sa part, et qu'il ne pouvait songer à lui refuser un règlement de son arme.

Peut-être ne l'aurait-il eu qu'à titre temporaire, mais alors, voulant le communiquer, sa première pensée aurait été de le copier ce qui demande six heures en tout, ce qui ne demande que deux heures pour un artillerien en se bornant aux parties vraiment nouvelles, et abstraction faite des quarante pages d'exemples.

C'est évidemment le cas de Dreyfus, d'après ce qu'on dit de sa facilité de travail ; d'après cela, s'il était démontré qu'il a pu se procurer le projet de Manuel de tir de l'état-major de l'armée, ne serait-ce qu'un jour, il faudrait conclure qu'il n'a pu écrire la phrase qui précède.

Pour un officier d'une autre arme, il pouvait y avoir réelle difficulté ; lui était facile d'emprunter un aux écoles à feu, entre deux tirs ; mais il n'aurait pu, sans doute, demander à le conserver plusieurs jours, ce règlement ne concernant pas son arme.

Le ministre de la guerre en a envoyé un nombre fixe dans les corps.

Il ne peut s'agir évidemment que des corps d'artillerie, qui, seuls, avaient à se servir du Manuel de tir. Pourquoi, d'ailleurs, l'auteur du bordereau parlait-il des corps ? C'est qu'il a tiré son exemplaire d'un corps, d'un corps d'artillerie par conséquent, avec lequel il a des rapports. Or, un officier de l'état-major de l'armée pouvait se procurer sur place un projet de Manuel, à l'état-major de l'armée, il n'a pu écrire cette seconde phrase :

*Et ces corps en sont responsables. Chaque officier détenteur doit remettre le sien, après les manœuvres.*

Il y a là deux inexactitudes formelles ; d'une part, j'ai déjà dit que les chefs de corps n'avaient été nullement avisés d'une responsabilité quelconque vis-à-vis du ministre ; d'autre part, à aucun moment, les officiers n'ont été prévenus qu'ils auraient à rendre leur projet de Manuel.

Ce n'est qu'un officier étranger à l'artillerie qui peut se tromper à ce point, et cela parce qu'attribuant au document plus d'importance qu'il n'en a, il croit réellement qu'il est l'objet de mesures spéciales, de précautions qu'il ne connaît pas, qu'il invente.

En second lieu, puisque, d'après l'auteur du bordereau, les exemplaires doivent être rendus après les manœuvres, c'est donc qu'ils n'étaient destinés qu'aux écoles à feu et aux manœuvres.

C'est que, dans sa pensée, les projets de Manuels devenaient inutiles en garnison, les batteries pouvant alors rester sans règles de tir.

Il y a là une ignorance de la nécessité permanente d'un Manuel de tir dans l'artillerie de campagne qui ne peut qu'être le fait d'un officier d'une autre arme.

L'auteur du bordereau a emprunté son projet de Manuel de tir à un officier (autrement pourquoi parlerait-il des officiers détenteurs ?), et, par suite, à un officier d'artillerie. Or, il est bien certain que si un officier d'artillerie avait prêté son Manuel à Dreyfus, il y a longtemps qu'on le saurait.

Je n'ose pas être aussi affirmatif en ce qui concerne Esterhazy.

Enfin, il y a lieu de se demander pourquoi l'auteur du bordereau dit : *après les manœuvres*.

Une explication très simple : c'est que le corps d'artillerie avec lequel il est en rapport se rendra aux manœuvres après

les écoles à feu. Or, c'est précisément le cas de la 3<sup>e</sup> brigade qui, après ses écoles à feu, non seulement a pris part aux manœuvres de masses, mais encore et surtout, a fourni deux groupes et beaucoup d'officiers aux manœuvres de fortification de Vaujours, à ces manœuvres si importantes qui ont eu lieu en septembre 1894, sous la direction supérieure du général Saussier.

*Si donc vous voulez y prendre ce qui vous intéresse, et le tenir à ma disposition après, je le prendrai.*

Il y a, dans le premier membre de phrase, une sorte d'aveu d'incompétence en matière de tir. Un officier d'artillerie, forcément au courant des différences si caractéristiques du projet de Manuel avec le Manuel précédent, aurait fait certainement les extraits utiles, et il aurait su ce qui pouvait être intéressant pour son correspondant ; il ne pouvait en être de même pour un officier d'une autre arme. Bien que le deuxième membre de phrase ne concerne pas l'artillerie, je ne puis m'empêcher d'observer que l'auteur du bordereau allait voir, en personne, son correspondant ; et que, par suite, celui-ci étant connu, rien ne paraissait plus aisé que de se renseigner rapidement sur sa personnalité.

*A moins que vous ne vouliez que je le fasse copier in extenso, et vous en adresse la copie.*

Ici, l'auteur du bordereau se ravise, et se décide à ne pas envoyer le projet de Manuel, en demandant à son correspondant s'il ne préfère pas se contenter de la copie. Pourquoi ?

C'est parce que, en finissant sa lettre, il s'aperçoit que l'envoi de l'original va lui faire courir un danger. Ce danger provient de ce qu'il n'est pas dans la même ville que son correspondant, de ce qu'il communique avec lui par la poste, et que l'envoi du projet de Manuel ne peut se faire que par un paquet qui sera forcément suspect.

Il préfère les simples lettres. Il enverra d'abord les quatre premières notes et sa missive qui, étant sur papier pelure, ne dépassera pas quinze grammes. Il en sera de même, plus tard, pour la copie du projet, expédiée en plusieurs fois s'il le faut.

De plus, on pourrait lui redemander inopinément le projet de Manuel, et il aimerait mieux l'avoir toujours sous la main.

Rien de tout cela ne s'applique à Dreyfus. Il était à Paris, pouvait remettre et reprendre un document en quelques heures, et cela par lui-même.

En définitive, il ne peut s'agir d'un officier d'artillerie de l'état-major de l'armée, parce qu'il aurait eu, certainement, le projet de Manuel à sa disposition, ne fût-ce qu'une journée, et c'était suffisant ; qu'il n'aurait pas eu besoin, dès lors, d'inventer la fable relative à la responsabilité des corps et à la restitution des projets ; qu'il n'aurait pas supposé, enfin, que des troupes d'artillerie pouvaient rester sans Manuels de tir.

Il s'agit certainement d'un officier d'une autre arme, qui ne peut avoir de projet de Manuel par son emploi, et qui s'est trouvé ou mis en rapport avec un régiment d'artillerie (et ce ne peut être qu'aux écoles à feu, ce régiment devant ensuite prendre part à des manœuvres, comme c'est le cas de la 3<sup>e</sup> brigade).

Il ne paraît pas être à Paris quand il a écrit. Il peut faire copier, ce qui implique l'idée de scribe dont il dispose, et ce qui exclut l'hypothèse d'un officier de l'état-major de l'armée, qui n'aurait pu faire copier dans les bureaux, sans éveiller l'attention, un document qu'il pouvait se procurer facilement.

Comme, d'ailleurs, l'auteur du bordereau ne peut faire copier que dans sa garnison et qu'il ajoute, de suite, qu'il en adressera la copie, il semble que sa garnison n'est pas à Paris.

L'ensemble de ce que j'ai dit montre, de plus, que, loin d'avoir pu révéler les secrets les plus graves de l'armée, il a seulement été à même d'envoyer, suivant sa propre expression, « quelques renseignements intéressants ».

J'ajoute qu'à mon avis cet officier est certainement allé à des manœuvres.

La phrase : *Je vais partir en manœuvres* indique un fait sur le point de s'accomplir, d'autant plus qu'elle est écrite à la fin d'août et que les manœuvres sont imminentes. Or, Dreyfus n'est pas allé aux manœuvres d'automne, et il savait certainement qu'il ne devait pas y aller, car tous les officiers devant y prendre part étaient déjà désignés ; l'ordre de bataille était déjà arrêté ; il a paru dans les journaux militaires le 2 septembre.

Quant à Esterhazy, il n'a pas pris part officiellement à des manœuvres, mais il faut remarquer que son régiment (le 74<sup>e</sup>) s'est rendu, avec tout le 3<sup>e</sup> corps, aux manœuvres de fortification de Vaujours, dont j'ai déjà parlé.

De plus, le 74<sup>e</sup> est allé tenir garnison à Paris, après ces manœuvres, sans rentrer à Rouen, pendant que, de son côté, le dépôt se transportait de Rouen à Evreux. Il serait très intéressant de savoir si Esterhazy n'est pas allé retrouver son régiment, ne serait-ce que quelques jours, à Messy où il était cantonné. C'est une hypothèse qu'on est autorisé à faire, puisque un mois auparavant il était allé, en volontaire, aux écoles à feu de la 3<sup>e</sup> brigade d'artillerie.

Bien que la note sur les troupes de couverture et la note sur Madagascar n'aient pas trait à l'artillerie, je demanderai à la Cour de me permettre de lui soumettre quelques observations à leur sujet.

Je parlerai d'abord de la note sur les troupes de couverture et de la parenthèse qui l'accompagne.

Première observation : le ministre de la guerre publie tous les ans un document, intitulé : *« Emplacement des troupes de l'armée française »*, dont l'examen, combiné avec la connaissance des régiments à effectifs renforcés, est de nature à donner des aperçus sur la composition des troupes de couverture.

Je signalerai une instruction judiciaire ouverte à Dijon, en 1894, sur la demande du ministre de la guerre, contre quatre journaux qui avaient parlé des troupes de couverture de la 15<sup>e</sup> division. D'après les journaux de l'époque (*le Spectateur militaire*), l'enquête du juge d'instruction l'a convaincu que l'existence, sur la frontière, de troupes de couverture, de régiments à effectifs renforcés devant partir dès le premier jour de la mobilisation sans attendre leurs réserves, n'est nullement un secret d'Etat ; que, depuis des années, la mise en œuvre de ces prudentes dispositions stratégiques

est connue de tous les militaires et, en outre, de tous les civils qui, de temps en temps, lisent les journaux spéciaux.

Les journaux spéciaux constituent, en effet, une source d'informations au sujet des troupes de couverture. Par exemple, il a paru en mai 1894 un article du *Journal des Sciences militaires* intitulé : « Le 6<sup>e</sup> corps et les troupes de couverture ». J'insiste sur ce fait que l'article est de quelques mois antérieur seulement à l'envoi du bordereau. L'auteur donne les renseignements les plus détaillés sur la composition des troupes de couverture du 6<sup>e</sup> corps, et réclame quelques modifications dans leur organisation.

Une autre source d'informations, ce sont les conversations avec les officiers des régions frontalières, et, à ce point de vue, le camp de Châlons est l'endroit où l'on peut le mieux se renseigner sur la destination des troupes stationnées dans la région.

En ce qui concerne la parenthèse (quelques modifications seront apportées par le nouveau plan) il y aurait lieu de s'assurer si l'on n'a pas, de très bonne heure, bien avant la fin de 1894, qu'un nouveau plan était en préparation pour remplacer le plan alors en vigueur.

On parle toujours de ces changements de plans longtemps en avance, et l'on peut dire qu'ils sont connus un peu par tout dès qu'ils sont décidés, et dès que l'on commence à y travailler au ministère.

Il y aurait intérêt à savoir, en particulier, la date à laquelle les directions se sont occupées, pour la première fois, du nouveau plan.

Si c'était avant la fin d'août, il n'y aurait alors rien d'étonnant à ce que l'auteur du bordereau, apprenant le changement prochain, et au courant, d'ailleurs, de la création de deux régiments d'artillerie dans le 6<sup>e</sup> corps, ait annoncé publiquement des modifications ultérieures dans les troupes de couverture qui faisaient l'objet de sa note.

En ce qui concerne la note relative à Madagascar, il s'agit, d'après l'acte d'accusation de 1894, de la copie faite, en février, par le capitaine Reinhold.

Mais cette hypothèse, compatible avec la date d'avril ou mai, admet alors pour l'envoi du bordereau, n'est plus vraisemblable maintenant qu'il est question de la fin d'août.

D'après ce qu'on a admis depuis, il s'agirait d'une note rédigée dans le courant d'août, et destinée au ministre, note indiquant les mesures à prendre pour l'expédition de Madagascar et contenant toute une série de renseignements extrêmement secrets et confidentiels. Or, d'après le rapport officiel du général Duchesne, commandant en chef le corps expéditionnaire, il n'y a eu, dans le mois d'août 1894, qu'une note indiquant les mesures à prendre pour l'expédition de Madagascar.

Il est dit, en effet, dans le chapitre 2, relatif aux études préparatoires à l'organisation de l'expédition, qu'une Commission mixte d'étude avait été instituée au ministère des affaires étrangères, dans le courant d'août, et que cette Commission, composée de délégués des quatre ministères de la guerre, de la marine, des colonies et des affaires étrangères, avait élaboré un rapport, qu'elle a déposé le 29 août.

Peut-il s'agir de ce rapport dans le bordereau ?

Je ne le pense pas, la date du dépôt du rapport et celle de l'envoi du bordereau étant trop rapprochées l'une de l'autre. En outre, l'auteur aurait fait ressortir l'importance du document, et il n'aurait évidemment pas parlé d'une simple note.

Peut-il s'agir d'une note préparatoire soumise au ministre de la guerre par son délégué dans la Commission ? C'est peu probable, parce qu'il se serait alors d'un projet susceptible d'être rejeté, ou tout au moins renvoyé par la Commission mixte.

Dans les deux cas, si le délégué du ministre et les officiers dans le secret du rapport avaient pu se rappeler que Dreyfus en eût pris connaissance à un titre quelconque, nul doute qu'ils ne l'eussent fait connaître.

On a dit, d'autre part, qu'à aucun moment de la confection du bordereau (c'est-à-dire à la fin d'août), un officier du ministère de la guerre, seul, pouvait savoir que les troupes de la guerre prendraient part à l'expédition.

Or, le général Duchesne dit, dans son rapport, que la question de l'expédition avait été mise à l'étude dans les deux ministères de la guerre et de la marine plus d'un an avant la préparation de l'organisation, c'est-à-dire des le commencement de 1894.

Pourquoi le ministère de la guerre, s'il n'avait pas dû y prendre part ?

Cette étude n'était nullement secrète et les journaux en parlaient ; ainsi, le *Gaulois* du 14 juillet 1894 fait connaître qu'il sait, de source sûre, qu'on étudie en haut lieu l'organisation d'une expédition destinée à soumettre Madagascar à notre domination. Il parle même de l'envoi de 40 à 120,000 hommes.

D'après l'acte d'accusation de 1894, qui place l'envoi du bordereau en avril ou mai, « tout faisait déjà prévoir à ce moment qu'une expédition serait envoyée au commencement de 1895 », et c'était forcément avec la participation des troupes de terre, puisqu'il ne s'agit, dans ce document, que du ministère de la guerre.

Je crois plutôt que la note du bordereau est une note personnelle, d'un officier qui a entendu parler de l'expédition et qui croit intéressant d'envoyer à son correspondant des renseignements à ce sujet.

Il ne manquait pas d'éléments pour faire cette note ; ainsi la livraison du *Mémorial de l'artillerie de la marine*, paru fin juin 1894, contient un article très complet du capitaine Jeannel, intitulé : « Etude géographique et militaire sur Madagascar ». Le *Journal la France militaire*, de son côté, a entrepris, le 15 août 1894, une série d'articles sur la même question ; le premier article a pour titre : « Les droits de la France ; une expédition s'impose ».

Il est à noter que ces numéros de la *France militaire* sont précisément ceux qui s'occupent également du projet de Manuel de tir et des modifications aux formations de manœuvres de l'artillerie.

J'appelle sur ce point l'attention de la Cour.

Je ne crois pas d'ailleurs qu'il fût bien difficile de se procurer des renseignements sur l'expédition de Madagascar ; et je dirai, à ce sujet, qu'avant le départ du corps expéditionnaire, une Commission d'officiers de la 3<sup>e</sup> brigade a été chargée de faire un travail sur Madag-

ascar, et qu'elle a donné, comme plan de campagne probable, un plan conforme à celui du rapport collectif de la Commission d'études.

Le président. — Pourriez-vous dire à la Cour en quoi consiste l'obus Robin, quelles sont ses analogies avec le « shrapnell » allemand, et si la fabrication de cet obus constitue un secret que Dreyfus ait pu dérober ?

Le commandant Hartmann. — L'obus Robin est constitué par une enveloppe d'acier et par une ogive en fer ; il renferme des balles qui, au lieu d'être séparées, comme dans tous les autres obus, par une matière inerte, sont mélangées à la poudre, fortement comprimée, d'ailleurs.

Dans l'axe de l'obus se trouve un tube en laiton percé de trous pour la communication du feu de la fusée à la poudre mélangée aux balles.

Le corps de l'obus s'obtient par un procédé d'emboutissage en usage dans les établissements de l'artillerie et dans l'industrie.

Cet obus a fait l'objet d'une étude assez longue, et il a été rendu compte de ces essais dans un des *Bulletins des questions d'étude*, rédigés, comme je l'ai dit, à la section technique avant mars 1892.

Comme ces bulletins ont été livrés à une puissance étrangère, il en résulte que cet obus n'était plus un secret pour cette puissance.

L'étude de cet obus a amené successivement quelques modifications ; mais il n'en a pas moins gardé toujours son caractère essentiel d'être un obus à charge mélangée de balles.

Les shrapnells allemands sont de deux modèles : modèle 1891 et modèle 1896. L'obus Robin et le shrapnell sont aussi différents l'un de l'autre que peuvent l'être deux obus à balles.

Quant au shrapnell modèle 1896, dont la description vient de paraître dans la *Revue d'artillerie* de janvier 1899, c'est un obus à charge arrière, et de plus, les balles sont séparées les unes des autres non par de la poudre, comme dans l'obus Robin, mais par une substance fumigène, destinée, comme son nom l'indique, à former un nuage de fumée.

Le shrapnell modèle 1896 a une ogive au-dessus du corps cylindrique, comme l'obus Robin ; mais c'est là un caractère commun à tous les projectiles qui doivent fonctionner comme de petits mortiers, le corps de l'obus restant intact, et les balles étant projetées vers l'avant, moyennant et par suite de la disposition de l'ogive.

Ce qui caractérise l'obus Robin, c'est d'avoir pu mélangier de la poudre aux balles sans créer un danger pendant le tir.

Il y a là un procédé spécial de composition, mais ce procédé n'a pas besoin d'être employé ni pour le shrapnell allemand 1891, ni pour celui de 1896, aucun d'eux n'ayant de la poudre mélangée aux balles. Je ne vois aucun secret de fabrication qui ait été utilisé par les Allemands pour la fabrication de leurs projectiles.

Sur interpellation :

Le commandant Hartmann. — Je pourrais énumérer un grand nombre de différences qui distinguent l'obus Robin du shrapnell allemand 1891.

Le président. — Les corps pressés à l'Ecole de guerre n'existent-ils pas dans les bibliothèques des Cercles militaires ?

Le commandant Hartmann. — Il existe des cours de l'Ecole de guerre à la bibliothèque du Cercle militaire de Versailles ; il y en a aussi à la bibliothèque du Cercle militaire à Paris, rue de Bellechasse.

Le président. — Est-il à votre connaissance qu'un des volumes du cours de M. le colonel Duval-Laqueure sur l'organisation définitive des Etats ait disparu de la bibliothèque du Cercle militaire de Paris ?

Le commandant Hartmann. — Je ne sais rien à ce sujet.

Je ne crois pas que ces cours aient un caractère confidentiel ; tous les officiers peuvent les emprunter des bibliothèques pour les consulter chez eux.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Commandant HARTMANN.

## REVUE DES JOURNAUX

Un rédacteur du *Temps* a recueilli hier les déclarations faites par M. le juge d'instruction Bertulus à l'un de ses amis, après la lecture de la dernière déposition du général Rogét, que nous avons publiée hier. Notre confrère déclare reproduire très fidèlement ces déclarations :

J'ai lu, a dit M. Bertulus, toutes les dépositions du général Rogét publiées par le *Figaro* et tout particulièrement celle parue ce matin.

La plaidoirie de l'ancien chef de cabinet de M. Cavaignac ne m'a causé aucune surprise. Rien ne peut me surprendre de la part d'un homme qui s'est fait aveuglément le défenseur d'Esterhazy et de la bande de faussaires à sa gravité autour de lui.

La plaidoirie du général Rogét ne supporte pas l'analyse d'un esprit impartial, surtout si l'on peut avoir en main le dossier de toutes les pièces produites à la Cour de cassation.

Je ne me plains pas d'en faire aujourd'hui une critique détaillée.

Je me réserve pour une prochaine comparution devant la Cour de cassation toutes Chambres réunies. Il me semble en effet impossible que le Tribunal suprême me refuse de m'entendre contradictoirement avec le général Rogét, mon calomniateur.

Je demande avec instance une confrontation.

En attendant, aujourd'hui même j'adresse une demande officielle à M. le premier président et à M. le procureur général, les deux hauts magistrats que je relève, pour qu'une enquête soit immédiatement faite non seulement sur ma vie privée et mes moyens d'existence, mais sur la façon dont je me suis acquitté jusqu'à ce jour de mes fonctions de juge d'instruction.

Cette enquête confondra le général Rogét et celui ou ceux de mes collègues qui se sont faits, dit-il, les complices ou les instigateurs des odieuses calomnies dont cet officier général est devenu si complaisamment l'écho.

Je ne veux aujourd'hui effleurer que deux points :

1<sup>o</sup> Le document dit *Bâle-C* ;  
2<sup>o</sup> Les aveux d'Henry.

Document « Bâle-C »

Après la dernière déposition du général Rogét, la Chambre criminelle de la Cour de cassation m'a appelé auprès d'elle, en Chambre de conseil, pour me prier de m'expliquer sur le document *Bâle-C*.

J'ai demandé à la Cour de me permettre de revoir les pièces saisies par moi chez Esterhazy, et ces pièces en mains, j'ai démontré l'existence des mots *Bâle* et *C* sur des documents autres que ceux dont faisait état le général Rogét pour me contredire.

Par une lettre que j'ai adressée à M. le président Loew, lettre qui doit forcément figurer aux « pièces annexes », j'ai exactement donné les « cotes » des scellés invoqués par moi à l'appui de ma démonstration.

De sorte que sur ce point, quel que soit le travail qu'ait pu subir les pièces emportées de mon cabinet par le colonel Henry, mes affirmations demeurent entièrement exactes. C'est le seul point sur lequel la Cour, pour s'éclaircir, ait cru devoir m'appeler à éclaircir sa religion. Cette constatation est importante.

Aveux Henry

Je pourrais me contenter de dire que le fait, de la part d'Henry, de s'être cru obligé, contrairement à tous les précédents, à dresser une sorte de procès-verbal de l'entretien si émuant qu'il venait d'avoir avec moi, suffit à lui seul à établir la gravité de l'incident rapporté par moi.

Mais je suis mieux armé : je suis à même de produire des témoignages qui viendront corroborer irréfutablement mes déclarations.

Je serai fort à l'aise sur ce terrain, comme sur tous les autres, devant la Cour de cassation, toutes Chambres réunies, et ce sera pour moi une grande joie de regarder en face et de confondre mon calomniateur.

M. le juge d'instruction Bertulus n'est pas le seul à demander une confrontation avec le général Rogét. M. Joseph Reinach, en effet, vient d'adresser à M. Maizeau, premier président de la Cour de cassation, la lettre suivante :

Paris, 7 avril.

Monsieur le premier président,

M. le général Rogét, dans sa déposition du 3 février devant la Cour de cassation, traite d'« infâmes calomnies » mes études historiques sur les rapports d'Henry et d'Esterhazy.

Un peu plus loin, il dit qu'Esterhazy lui apparaît « comme un agent du syndicat ».

Je n'ai jamais eu, sans doute, l'agent d'une association qui n'a jamais existé et qui ne me paraît plus subsister dans l'imagination de M. le général Rogét.

Les propos qui me visent directement seraient négligeables s'ils n'avaient été tenus devant la Cour de cassation.

Je n'adresserai pas, actuellement, des témoins à M. le général Rogét ; un duel n'aiderait en rien à la manifestation, qui seule importe, de la vérité.

Je demande à être confronté avec M. le général Rogét.

Je suis, agréé, monsieur le premier président, l'assurance de ma plus haute considération.

Joseph REINACH.

La dernière déposition du général Rogét a amené d'adroites protestations. M. D. Hadamard a adressé à quelques journaux la lettre qui suit :

Je lis dans la déposition du général Rogét, parue dans le *Figaro* de ce jour, le passage suivant :

« Il a été établi au moment du procès, ou peu après, que M. Hadamard aurait eu à payer des dettes pour son gendre, ce dont il était très peu satisfait. Il aurait même tenu à ces propos, à M. Painlevé, un propos significatif. »

Je n'ai jamais eu à payer de dette pour mon gendre, pour la raison qu'il n'en a jamais fait ; j'ai toujours eu pour lui la plus grande estime, la plus profonde affection ; je ne connais pas M. Painlevé que je n'aie jamais vu ; rien de tout cela n'a jamais été établi au procès de 1894, ni après l'affirmation du général Rogét est absolument fausse.

D. HADAMARD.

Le colonel Cordier, également mis en cause par le général Rogét, proteste de son côté.

Enfin, M. Christian Esterhazy adresse à M. le premier président de la Cour de cassation une lettre de protestation contre les inexactitudes que, selon lui, contiennent les dépositions de M. le général Rogét.

Au sujet du « document libérateur », dit-il, la version que donne le général Rogét est exactement conforme, sauf un seul détail, à la déposition de M. Bertulus. J'ai fait exactement le même récit, tel qu'il m'avait été raconté par le commandant Esterhazy ; toutefois le commandant m'avait déclaré qu'il avait







Vigoureux et Paco rejoignent Catherine au château. Vigoureux prenait l'avantage à la dernière haie pour l'emporter d'un longueur sur Catherine. Paco troisième à quatre longueurs.

Pari mutuel à 10 fr. : 32 fr. 50. Placés : Vigoureux, 47 fr. 50; Catherine, 49 fr. 50.

Le Prix du Nord, 4,000 fr., 2,800 m., a été pour Protocole (5/4), à M. W. Hurst (Rich), battant Diplôme, à M. L. Bénard-Pupin (A. Clay), et Le Célestin, au vicomte P. de Jousse (Wright).

Protocole partait devant Le Pérugin, Valescur, Le Célestin, Diplôme, Oriental, Escargot et Danube loin derrière. Après les tribunes Protocole menait toujours devant Le Célestin, Escargot et Diplôme. Le Pérugin, Danube et Valescur étaient battus au château. Le Célestin et Diplôme venaient attaquer Protocole, mais ce dernier conservait l'avantage de deux longueurs. Le Célestin troisième à quatre longueurs.

Pari mutuel à 10 fr. : 24 fr. 50. Placés : Protocole, 44 fr. 50; Diplôme, 42 fr.; Le Célestin, 41 fr. 50.

Le Prix de l'Artois, 4,000 fr., 3,400 m., a été pour Cyrus IV (10/4), à M. Edmond Archon (F. Hall), battant Mirandole, au baron Leonio (F. Mon), et Rocambole, au comte G. de Ganay (Rich).

Rocambole a mené devant Hambleton Rose, Musicien, Manon, Sentous, Mirandole, Cyrus IV, Salcedo et Fusée. Au passage de la butte Sentous tombait. Après la rivière Rocambole menait toujours devant Cyrus IV, Mirandole et Manon en peloton devant Salcedo, Hambleton, Rose et Fusée. A l'obstacle anglais Manon se débattait. Cyrus IV se détachait à l'entrée de la ligne droite pour l'emporter de deux longueurs sur Mirandole. Rocambole troisième à cinq longueurs.

Pari mutuel à 10 fr. : 168 fr. Placés : Cyrus IV, 44 fr. 50; Mirandole, 49 fr. 50; Rocambole, 24 fr. 50.

Le Prix de la Flandre, 6,000 fr., 3,300 mètres, a été pour Maugiron (6/4), à M. Albert Menier (West), battant Times, à M. I. Wysocki (Alb. Johnson), et Palmier, à M. H. Petit (Adèle).

Palmier a mené avec plusieurs longueurs devant Times, Strada et Maugiron. Pas de changement pendant le premier tour. Après les tribunes Strada et Times se rapprochaient. Maugiron suivait tranquillement. A l'entrée de la ligne droite Times rejoignait Palmier, Maugiron se glissait le long de la corde et venait sauter la dernière haie avec Times; après lui Maugiron l'emportait d'une encolure; Palmier troisième à deux longueurs.

Pari mutuel à 10 fr. : 32 fr. 50. Placés : Maugiron, 44 fr. 50; Times, 21 fr.

## ESCRIME

L'Ecole de Joinville passe sous la direction du commandant Chandezon, du 92<sup>e</sup> de ligne, qui fut autrefois lieutenant instructeur à l'Ecole.

Son prédécesseur, le commandant Roustain, qui avait acquis tant de sympathies dans le monde de l'escrime, est nommé lieutenant-colonel au 57<sup>e</sup> de ligne.

Le lieutenant Sénat, officier instructeur à l'Ecole de Joinville, et l'un des tireurs les plus applaudis dans les assauts parisiens, est nommé capitaine au 151<sup>e</sup> de ligne.

\*\*\*

L'assaut annuel du Cercle Militaire aura lieu à la salle de la caserne Bellechasse, le dimanche 16 avril, dans l'après-midi.

Robert Milton.

## PETITES NOUVELLES

Automobilisme. — La course Pau-Bayonne et retour a réuni 24 partants. M. Lemaître a remporté un nouveau succès, couvrant les 206 kilomètres du parcours en 5 h. 52 m. 52 s.

A signaler aussi la performance de Rigal qui, à motocycle, est allé de Pau à Bayonne (103 kilomètres) en 1 h. 58, mais qui a abandonné au contrôle.

Départ des motocycles pour l'ordre d'arrivée : 1. Vasseur en 4 h. 21, 2. Bécoussin en 4 h. 54, 3. Dupont en 5 h. 30.

Les prix offerts par M. Michelin sont attribués : le premier à M. Lemaître et les suivants à MM. Gras, Barbereau et Coudere.

La voiturette Decauville est l'automobile de petit poids la plus avantageuse; à l'arrière elle est pourvue d'un coussin à ressorts absorbant la trépidation, et ses pneumatiques la rendent très confortable.

Son moteur à deux cylindres peut développer trois chevaux, et avec dix litres d'essence elle peut faire 150 kilomètres.

Vélocipédie. — Les adhésions au Touring-Club ont sensiblement dépassé ce mois-ci les prévisions : on avait prévu au budget 1,200 inscriptions ; 1,426 candidats se sont fait inscrire.

Au 1<sup>er</sup> avril, le T. C. V. comptait 66,820 sociétaires.

On sait que, seule à Paris, la Société des Agences réunies, 5, boulevard de Strasbourg, fait la vente à crédit avec quinze mois de délai, pour toutes les marques de bicyclettes et d'appareils photographiques. L'acheteur va choisir lui-même sa machine chez le fabricant et ne paye qu'un quinquena.

Si le temps le permet, les sociétaires du Cyclisme se réuniront demain à dix heures au château de Grand-Lac. A dix heures et demie départ pour Neuville-le-Château.

Au dernier Salon du Cycle, tous les quatre-vingt visiteurs sont allés à la nouvelle machine qu'exposaient les établissements Hurlu. Cette importante manufacture va lancer prochainement sur le marché un nombre considérable de rouleurs, modèle officier, à 275 francs.

Le programme qui sera donné demain au vélodrome du Parc-des-Princes nous promet un vrai régal sportif.

Tout d'abord, la course de 50 kilomètres tandem avec entraîneurs, outre qu'elle est une innovation sur les vélodromes, est assurée d'un succès d'autant plus grand qu'elle réunit les engagements de Champion-Digoin, Fossier frères, Leclercq-Delou, Bouhours-Walters.

Le programme sera complété par une course de motocycles qui s'annonce aussi intéressante que la précédente, car elle réunira plus de 30 engagements, parmi lesquels Parib, Gougoltz et Domain.

Paul Meyn.

## EAU D'HOUBIGANT

Le plus agréable pour la toilette  
HOUBIGANT, 12, F<sup>o</sup> S<sup>o</sup> Houbigant.

ERNEST DIAMANT DU CAP-IMPAT  
Le plus brillant et le plus dur  
Boulevard des Capucines, 24. — Prix bon marché.

QUINA-LAROCHE  
Recommandé par 16,000 fr.  
Le plus agréable pour la toilette  
Boulevard des Capucines, 24. — Prix bon marché.

VIN DE VIAL  
QUINA, SUC DE VIANDE ET PHOSPHATE DE CHAUX  
ANÉMIE, CONVALESCENCE  
Affections de la Poitrine  
et des Systèmes nerveux et osseux.

POUDRE OPHÉLIA  
Tatouage de Beauté  
HOUBIGANT, 12, F<sup>o</sup> S<sup>o</sup> Houbigant.

GRANDS MAGASINS DU  
LOUVRE  
PARIS

Lundi 10 Avril  
ROBES  
MANTEAUX

Jupes, Peignoirs, Modes  
VÊTEMENTS pour HOMMES  
Confectionnés et sur mesure

ICILMA  
SAVONS DE TOILETTE EXTRA-FINE  
EAU MERVEILLEUSE contre les RIDES  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
Transparence et Velouté de la Peau.  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
Flacon de Poche pour Cyclistes et Voyageurs  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
Pâte à Baiser, de Gélée, de Caramel, de Soli.  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
MEILLEUR CRÈME pour la BARBE  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

ICILMA  
SOUVERAIN contre les Piquets, Insectes,  
5, AVENUE DE L'OPÉRA, PARIS.

## Petites Annonces

La Ligne... 6 francs.  
Par Dix insertions ou Cinquante lignes  
dans le délai d'un mois, la Ligne... 5 francs.

La Ligne se compose de trente-six lettres.

PLAISIRS PARISIENS  
Programme des Théâtres

OPERA. — 8 h. — Le Tannhäuser. DEMAIN, Relâche.  
Lundi 10 avril : Le Prophète.  
Mercredi 12 avril : Guillaume Tell.  
Vendredi 14 avril : Tannhäuser.

FRANÇAIS. — 8 h. 1/2. — La Cigale chez les  
Fourmis; Le Monde où l'on s'ennuie.  
Dimanche : Tartuffe; Bataille de Dames.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0. — Beaucoup de  
bruit pour rien.  
Dimanche : Mignon.

DEON. — 8 h. 1/4. — Les Truands.  
Même spectacle toute la semaine.

CHATELET. — 8 h. 0/0. — La Poudre de Perlin-  
pinpin.

GYMNASE. — 8 h. 1/2. — Le Serment d'Yvonne;  
Un Conseil judiciaire.

VAUDEVILLE. — 8 h. 1/2. — Mme de Lavolette.  
THEATRE SARAH-BERNHARDT. — 8 h. 1/2. —  
La Samaritaine.

VARIÉTÉS. — 8 h. — Monsieur X...; Le Vieux  
Marcheur.

PALAIS-ROYAL. — 8 h. 1/4. — Caillette; Un fil à  
la patte.

PORT-SAINTE-MARTIN. — 8 h. 1/4. — Plus que Reine.  
RENAISSANCE. — 8 h. 1/2. — Le Bouffe et le  
Tailleur; L'Enfant prodige.

GAITE. — 8 h. 1/2. — La Fille de Mme Angot.  
AMBIGU. — 8 h. 1/2. — Les Chevaliers du  
Brouillard.

NOUVEAUTES. — 8 h. 1/2. — La Dame de chez  
Maxim.

BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 3/4. — Véronique.  
FOLIES-DRAMATIQUES. — Relâche.

THEATRE-ANTOINE (EX-MUSÉE-PLAISIRS). —  
8 h. 1/4. — La Nouvelle idole; Que Suzanne  
n'en sache rien!

COMEDIE-PARISIENNE. — 8 h. 1/2. — La Petite  
famille; Les Miettes; L'Anglais tel qu'on le  
parle.

NOUVEAU-THÉATRE. — 8 h. 1/2. — Marthe.  
CLUNY. — 8 h. 1/4. — Un et un font trois; A qui  
le Caillebot; Le Monsieur de chez Maxim.

DEJAZET. — 8 h. 1/2. — Le Budget; Nounou.  
THÉATRE DE LA REPUBLIQUE. — 8 h. 1/2. —  
Le Chat botté.

BOUFFES-DU-NORD. — 8 h. 1/2. — Le Contrôleur  
des Wagons-Lits.

BELEVILLE. — 8 h. 1/4. — Le Cardinal Ma-  
zarin.

MONTMARTRE. — 8 h. 0/0. — Le Tour du monde  
d'un Gamin de Paris.

CIRQUE D'HIVER. — 8 h. 1/2. — Spectacle équestre.  
JARDIN D'ACCLIMATATION.  
Jeudis et dimanches : Concert.

CINÉMATOGRAPHE, fondé par MM. Lumière, de  
Lyon, 14, boulevard des Capucines (Siam indien).

Spectacles, Plaisirs du Jour

FOLIES-BERGÈRE. — 8 h. 1/2. —  
LA LOIE FULLER. — OTERO.  
La Princesse au Sabbat, ballet. JANE THYLDA.  
Jeudis, dimanches et fêtes.  
matinées à 2 h 1/2.

NOUVEAU CIRQUE  
Mardi, jeudi, dimanches et fêtes  
matinées à 2 h 1/2.

NOUVEAU CIRQUE  
Mardi, jeudi, dimanches et fêtes  
matinées à 2 h 1/2.

CASINO  
WATSON, son coq et son âne  
BILLY, le chien de M. CHESTER.

PARIS  
LA MONTAGNE D'AMANT, ballet  
Angèle HÉRAUD, Renée GAUTIER.

OLYMPIA  
Tous les soirs spectacle varié.  
LITTLY TIOH  
LA FORTAIDA, la célèbre troupe arabe.  
HADJI-ABDULLA. — Les 7 Péchés capitaux.  
Thalès, Suzanne Derva; L. Willy.  
Dimanches et fêtes matinées. OLYMPIA

CHAMPS-ÉLYSÉES  
PATINAGE SUR VRAIE GLACE  
DE  
La matinée, de 9 heures à midi.  
L'après-midi, de 2 h à 7 heures.  
Le soir, de 9 heures à minuit.

ELDORADO  
Cloris, Delmarre, Marg<sup>te</sup> Favart.  
Mimut et demi, M. Baudoin, M.  
Samuel, La Manille, MM. P. Labyrou, etc.

SCALA  
P. DARTY, FRACON, POLAIRE  
Françaises lipées : Baldy, Dearly, etc.  
Le Vieux marcheur de la Scala : Bertholy, Pigeot.

LA BODINIÈRE  
Tous les Jours  
à 3 heures et à 4 h. 1/2.  
Matinées-Concerts. — Les Soir, Spectacle.

PARISIENNA  
PAULUS, Anna Thibaud, Villé-  
Paris, 156, 157 [La Demoiselle de chez Maxim, Girier]

THÉÂTRE  
58, rue Pissalle, Tel. 136, 42, 7<sup>es</sup> soirs,  
9 h 1/2 : Fursy, Hyspa Moy, Et Al.  
TABARIN  
donc ! Le Gallo et Mary Auber

LES MATHURINS  
36, r. Mathurins. — 9 h 1/4.  
9 h 1/2 : Fursy, Hyspa Moy, Et Al.  
TABARIN  
donc ! Le Gallo et Mary Auber

LES CAPUCINES  
9 h 1/4, La Soirée Bourgeoise.  
Galpau, Mlle Bréval.  
36, B<sup>e</sup> Capucines, Tel. 156, 40 [La Revue; J<sup>re</sup> Saurier]

LES VIGNOLETTES  
9 h. VIGNO-  
LÈTTE-REVUE  
Cité d'Antin, 23, Tel. 243-11 [Les Baylones.

CIRQUE MEDRANO  
24, rue de la Harpe, Tel. 243-11.  
Attrait, nouv<sup>es</sup>, Matin : Dim., Jeudi, fêtes, à 2 h 1/2

MOULIN-ROUGE  
Tous les soirs, à 8 h. 1/2.  
Tous les Samedis, grande Fête de Nuit.

PANAMA A LOTS  
Payables 5 francs par mois pendant 22 mois.  
TIRAGE : 15 AVRIL.

GROS LOTS 500,000 et 100,000 fr.  
Prest. complète du titre des 1<sup>ers</sup> versement. Droit aux  
377 tirages à venir (6 par an). Rembours. à 400<sup>e</sup>.  
Envoy. mand-posité ou timbre C. MORIN,  
23, Chausse-d'Antin, Paris. — Téléphone 133-07.

SECURITE ABSOLUE  
BONS EXPOSITION 1900 : 2 francs par mois pendant 22 mois

CANADIAN  
PACIFIC  
RAILWAY

Merveilleuses Excursions à travers des  
contrées pittoresques, d'aspects infiniment  
variés. Les Grands Lacs, les Prairies, les  
Montagnes Rocheuses, les Sources chaudes  
de Banff, Territoires de chasse et de pêche.  
Ontario, Manitoba, Colombie britannique.

Pour billets et catalogue illustré gratis,  
s'adresser au Canadian Pacific Railway, 67, King  
William Street, Londres E. C., ou bureaux  
de Thomas Cook et Son, ou à la Compagnie  
internationale des Wagons-Lits.

MALADIES DES FEMMES — STÉRILITÉ  
Le procédé simple et sûr employé par M<sup>lle</sup> LACHAPPE  
sage-femme, garantit la suppression de la STÉRILITÉ et la  
guérison des MALADIES ORGANIQUES de la FEMME.  
Evitant toute opération chirurgicale. Consultations de 9 à 4 h.  
PARIS, 27, RUE MONTBAZOR, 27, PARIS

LE NOUVEAU DENTIER PRECIS-DUCHESNE breveté est un véritable travail. Quel progrès accompli ! Faire manger les aliments les plus  
durs avec les dents artificielles, plus de maux d'estomac. Les dentiers défectueux sont réparés et transformés à des prix très modérés. L'extraction  
ou la guérison des dents est faite sans douleur, un docteur assiste aux opérations. La rage de dents enlevée de suite. (Par poste : 2 fr. Recette :  
45, Rue Lafayette, PARIS)

Remède d'ABYSSINIE EXBARD  
Souverain contre l'ASTHME  
— 30 ans de Succès —  
Médailles d'Or et d'Argent. 1<sup>re</sup> Pharmacie,  
45, Rue Lafayette, PARIS

Remède d'ABYSSINIE EXBARD  
Souverain contre l'ASTHME  
— 30 ans de Succès —  
Médailles d'Or et d'Argent. 1<sup>re</sup> Pharmacie,  
45, Rue Lafayette, PARIS

Remède d'ABYSSINIE EXBARD  
Souverain contre l'ASTHME  
— 30 ans de Succès —  
Médailles d'Or et d'Argent. 1<sup>re</sup> Pharmacie,  
45, Rue Lafayette, PARIS

Remède d'ABYSSINIE EXBARD  
Souverain contre l'ASTHME  
— 30 ans de Succès —  
Médailles d'Or et d'Argent. 1<sup>re</sup> Pharmacie,  
45, Rue Lafayette, PARIS

Remède d'ABYSSINIE EXBARD  
Souverain contre l'ASTHME  
— 30 ans de Succès —  
Médailles d'Or et d'Argent. 1<sup>re</sup> Pharmacie,  
45, Rue Lafayette, PARIS

Remède d'ABYSSINIE EXBARD  
Souverain contre l'ASTHME  
— 30 ans de Succès —  
Médailles d'Or et d'Argent. 1<sup>re</sup> Pharmacie,  
45, Rue Lafayette, PARIS

Remède d'ABYSSINIE EXBARD  
Souverain contre l'ASTHME  
— 30 ans de Succès —  
Médailles d'Or et d'Argent. 1<sup>re</sup> Pharmacie,  
45, Rue Lafayette, PARIS

## CIGALE

Téléph. 407-60. — Tous les soirs, Ohé,  
Venus ! pièce-féerie en 2 act. et 9 tabl.

CARILLON 43, r. T-Auvergne. — Paul Delmet.  
Tel. 256-43. — 9 h 1/2. — La Pelote.

CAITE-ROCHOUART. — Tel. 406-23. — Specta-  
cle-Concert. — A 9 h. Ca colle ! revue en 2 act. et  
9 tabl. de M. Mougell. — M<sup>lle</sup> Lise Berty; M. Marechal.



## CHANSON DE LA DOUCE

Paroles et Musique inédites de

LOUIS TIERCELIN

**Andantino**

PIANO

Andantino

1<sup>er</sup> coup. (gaiment) Par les jar-dins et par les champs, Je vais chercher des fleurs nou-vel-les  
2<sup>e</sup> coup. (moins vite) Par les champs et par les jar-dins, J'ai cueil-li les fleurs par bras-sé-es  
3<sup>e</sup> coup. (un peu plus lent) Mais d'où vient donc que sur mes fleurs Je vois des gout-tes de ro-sé-e,

Et j'ai marché long-temps long-temps Mais j'ai rap-por-té les plus bel-les...  
J'ai mis des ti-las, des jas-mins Et j'ai mis aus-si des pen-sé-es...  
De la ro-sée ou bien des pleurs Sur mon bouquet de fi-an-cé-e?

(avec gaieté) J'ai mis u-ne rose et j'en ai mis deux! J'ai beau-coup de fleurs  
(avec passion) J'ai mis un bai-ser et j'en ai mis deux! J'ai beau-coup d'a-mour  
(avec tristesse) J'ai mis u-ne larme et j'en ai mis deux! Que j'ai de cha-grin

pressez.

pour mon a-mou-reux! J'ai mis u-ne rose et j'en ai mis deux!  
pour mon a-mou-reux! J'ai mis un bai-ser et j'en ai mis deux!  
par mon a-mou-reux! J'ai mis u-ne larme et j'en ai mis deux!

retenez très lent

J'ai beau-coup de fleurs pour mon a-mou-reux!  
J'ai beau-coup d'a-mour pour mon a-mou-reux!  
Que j'ai de cha-grin par mon a-mou-reux!

**POUR FINIR**

## BOURSE DU VENDREDI 7 AVRIL 1899

Dern. cours	Hausse	Baisse	Désignation DES VALEURS	Hier	Aujourd.	Dern. cours	Hausse	Baisse	Désignation DES VALEURS	Hier	Aujourd.	Dern. cours	Hausse	Baisse	Désignation DES VALEURS	Hier	Aujourd.	Dern. cours	Hausse	Baisse	Désignation DES VALEURS	Hier	Aujourd.	Dern. cours	Hausse	Baisse	Désignation DES VALEURS	Hier	Aujourd.	
Fonds Français						Sociétés de Crédit						Chemins de Fer						Valeurs Industrielles						Valeurs Industrielles						
15	3	15	3 FRANÇAIS...cpt	101 85	101 70	114 58	30		BANQUE DE FRANCE...cpt	4075	4055	*	*	*	NITRATE RAILWAYS...cpt	238		13			CANAL DE PANAMA...cpt	13 50	19	15			C <sup>te</sup> GÉNÉRALE DES EAUX 3 %	466		
15	3	15	3 AMORTISSABLE...cpt	102	101 95	101 50			D'ALGÈRE...cpt	4090	4090	*	*	*	NORD DE L'ESPAGNE...cpt	238		15			COMP <sup>te</sup> FRANCO DES MÉTAUX	640		15			ÉTABLISSEMENTS DUVAL	520		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			INTERNAT <sup>l</sup> DE PARIS	612	615	*	*	*	PORTUGAIS...cpt	238		15			G <sup>te</sup> TRANSATLANTIQUE	335		15			FIVES-LILLE 6 %	485		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			OTTOMANE...cpt	565	568	*	*	*	SARAGOSSE...cpt	238		15			CHARGEURS RÉUNIS	1250		15			GRANDS MOULINS DE CORBEIL	506		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			PARIS-PAYS-BAS...cpt	1030	1032 50	*	*	*				15			PARISIENNE DU GAZ	1215		15			JARDIN D'ACCLIMATATION 5 %	508		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			PARISIENNE...cpt	1035	1037	*	*	*				15			INT <sup>l</sup> DES WAGONS-LITS	815		15			GAZ ET EAUX	504		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			NAT <sup>l</sup> REP. SUD-ALG <sup>l</sup>	365	365	*	*	*				15			PARISIENNE DU GAZ	1215		15			GAZ P <sup>l</sup> LA FRANCE ET L'ÉTR.	505		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			1 <sup>re</sup> DE L'AFR. DU SUD	91 50	92	*	*	*				15			TELEPHONES (Société g <sup>te</sup> des)	305		15			GAZ CENTRAL 5 %	524		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			2 <sup>de</sup> DE L'AFR. DU SUD	91 50	92	*	*	*				15			DOCKS DE MARSEILLE	490		15			LITS MILITAIRES	620		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			HYPOTH. DE FRANCE	500	500	*	*	*				15			EAUX POUR L'ÉTRANGER	440		15			MESSAGERIES MARITIMES	507		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			DES PAYS ALGÉRIEN	565	565	*	*	*				15			RAUX D'ÉCLAIRAGE (LYON)	545		15			MONACO OBL. 300 fr. 4 %	306		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			SPECIAL D. VAL IND	227	227	*	*	*				15			EAUX THERMALES DE VICI	2100		15			OMNIBUS 4 %	506		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			COMPAGNIE ALGÉRIENNE	728	729	*	*	*				15			STABILISSEMENTS CUSENIER	902		15			PETIT JOURNAL	510		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			FM <sup>te</sup> DES MINES D'OR	107	104	*	*	*				15			CAILLON	394		15			SOCIÉTÉ ARD. DE L'ANJOU	475		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			COMPTOIR NAT <sup>l</sup> D'ESCOMPTE	604	603	*	*	*				15			DECAVILLE	95		15			TABACS PORTUGAIS	617		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			CRÉDIT LYONNAIS...cpt	754	755	*	*	*				15			DUVAL	3450		15			VALÉRY	431		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			ALGÉRIEN	895	895	*	*	*				15			FIGARO	690		15			VITURES DE PARIS 3 1/2 %	484		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			INDUSTRIEL ET COMM <sup>l</sup>	630	630	*	*	*				15			FIVES-LILLE	625		15			CHÉMINIS OTTOMANS	118 75		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			FONCIER AUTRICHE	1311	1311	*	*	*				15			RICHER	2295		15			RICHAULT OLBET (S <sup>te</sup> des)	145		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			FONCIER ÉGYPTIEN	502	502	*	*	*				15			COMP <sup>te</sup> FRANCO DES MÉTAUX	640		15			CHAUSSURES FRANÇAISES	167		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			ROBINSON BANKING...cpt	107	108	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15			MINAS GERAES 5 %	365		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	576	576	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15			ONNIUM RUSSE 4 %	424		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			FONCIER LYONNAIS	370	370	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15			SÃO PAULO OBL. ch. fer 5 %	357		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			IMMEUBLES DE FRANCE	91	91	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15			LA MODE NATIONALE	133 50		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			Obl. de 400 <sup>e</sup> Intérêt 7 <sup>e</sup>	146	146	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15			ALPINES	525		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			Obl. de 475 <sup>e</sup> Intérêt 7 <sup>e</sup>	173	173	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15			DE BEERS	500		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			CRÉDIT FONCIER actions	754	755	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15			RAKHMANKOVA	900		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			BONS 100 FR. A LOTS 1887	54	54	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15			TAV <sup>te</sup> POUSET ET ROY <sup>te</sup> Rues	375 50		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			OBLIG. COMM <sup>l</sup> 260 <sup>e</sup> 1879	491	491	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15			TRAMWAYS DE TOULON	418		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			OBLIG. COMM <sup>l</sup> 260 <sup>e</sup> 1880	496	496	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15			THARIS	225		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			OBLIG. COMM <sup>l</sup> 260 <sup>e</sup> 1881	498	498	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15			HAUT-VOLGA	622 50		
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			OBLIG. COMM <sup>l</sup> 260 <sup>e</sup> 1882	499	499	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15						
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			OBLIG. COMM <sup>l</sup> 260 <sup>e</sup> 1883	499	499	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15						
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			OBLIG. COMM <sup>l</sup> 260 <sup>e</sup> 1884	499	499	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15						
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			OBLIG. COMM <sup>l</sup> 260 <sup>e</sup> 1885	499	499	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15						
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			OBLIG. COMM <sup>l</sup> 260 <sup>e</sup> 1886	499	499	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15						
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			OBLIG. COMM <sup>l</sup> 260 <sup>e</sup> 1887	499	499	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15						
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			OBLIG. COMM <sup>l</sup> 260 <sup>e</sup> 1888	499	499	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15						
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			OBLIG. COMM <sup>l</sup> 260 <sup>e</sup> 1889	499	499	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15						
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			OBLIG. COMM <sup>l</sup> 260 <sup>e</sup> 1890	499	499	*	*	*				15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15						
15	3	15	3 1/2 %...cpt	100 50	100 50	101 50			OBLIG. COMM <sup>l</sup>									15			GAZ DE BORDEAUX	1947		15						
Fonds Etrangers						Chemins de Fer						Valeurs Industrielles						Valeurs Industrielles												
111 45	15	15	ANGLAIS 2 1/2 %	111 45	101 50	329	30		BONK A GUELMAN	735 50	750	*	*	*	ACIÉRIES DE FRANCE	508	508	7 1/2			ANGLO-SUD-AFRICAIN	14 75	14 50	15			BUFFELSDOORN ESTATE	14 75	14 50	
111 45	15	15	AUTRICHIENS 4 % (R 0 d. 1)	111 45	101 50	329	30		DÉPARTEMENT DU NORD	565	564	*	*	*	BONS A LOTS	112	110	4 1/16			BONANZA	41 1/16	41 1/16	15			KNIGHTS DEEP	5 3/8	5 3/8	
316	15	15	OBLI. DOMAN. AUTRICHE	316	316	175 50	15		ECONOMIQUES DU NORD	565	564	*	*	*	OBLI. 5 %	38	38	3 2/32			CHARTERED	3 2/32	3 2/32	15			JUMPERS DEEP	6 7/8	6 7/8	
470	15	15	ARGENTIN 5 % 1886	470	470	350	15		EST	1005	1005	*	*	*	4 %	31 50	30 50	6 1/4			CITY AND SUBURBAN	6 1/4	6 1/4	15			MODDERFONTEIN	10 5/8	10 5/8	
94	15	15	BELGE 2 1/2 %	94	94	150 50	15		act. de jouissance	521	522	*	*	*	3 %	38	38	5 7/8			NORFOLK	5 7/8	5 7/8	15			NORFOLK DEEP	3 7/8	3 7/8	
63	15	15	BRESIL 4 % 1889, 100 1	63	61	27 90	15		MÉDOC	704	704	*	*	*	4 %	32	30	15			CROWN DEEP	15	15	15			NORFOLK DEEP	3 7/8	3 7/8	
420	15	15	BULGARIE (Princ. de) 5 % 1896	420	4																									